

ÉDITORIAL / OPINIONS / CYBERPRESSE

La souveraineté perd des plumes

MICHÈLE OUMET

Un an et demi après le référendum, la thèse souverainiste a perdu des plumes: en mars 1996, 45 % des Québécois étaient en faveur d'un Québec souverain, avec ou sans association avec le Canada. Aujourd'hui, ce chiffre a dégringolé à 35 %.

Par contre, 42 % des Québécois préfèrent rester dans le giron canadien, mais avec plus de pouvoirs, et à peine un Québécois sur cinq (21 %) est en faveur du statu quo.

C'est ce qui ressort d'un sondage CROP-Radio-Canada-CBC-La Presse, réalisé du 17 au 22 avril auprès de 2541 personnes âgées de 18 ans et plus. La marge d'erreur est de 2 %, 19 fois sur 20.

Seulement 11 % des Canadiens anglais croient que le Québec devrait détenir plus de pouvoirs, alors que 79 % préfèrent plutôt le statu quo.

Le reste du Canada opte pour la ligne dure vis-à-vis le Québec s'il se sépare: 71 % des répondants affirment que le fédéral devrait établir des conditions difficiles pour le Québec s'il quitte la confédération, alors que 18 % pensent qu'Ottawa devrait proposer de nouvelles offres.

« Ça explique la ligne dure prônée par Jean Chrétien et Stéphane Dion, croit le vice-président de CROP, Claude Gauthier. Il n'est pas question d'accommoder le Québec. »

C'est l'Alberta qui adopte la position la plus intransigeante vis-à-vis le Québec. C'est aussi la seule province où le Parti réformiste est en avance.

Les deux tiers (60 %) des Canadiens hors Québec croient que le gouvernement fédéral devrait adopter une loi qui rende illégal la séparation de toute province au Canada, une opinion partagée par 30 % des Québécois.

Une majorité de Québécois estime que Jean Chrétien a manqué son coup lors de la campagne référendaire de 1995: 62 % sont plutôt insatisfaits et très insatisfaits de sa performance, alors que le degré d'insatisfaction est beaucoup plus bas dans le reste du Canada, soit 41 %.

Et pour le prochain référendum, qui ferait le meilleur leader? Au Québec, Jean Charest dépasse largement Jean Chrétien. La moitié des Québécois (48 %) croient, en effet, que le chef des conservateurs ferait un meilleur leader que l'actuel premier ministre (20 % des

voix). Par contre, les Canadiens hors Québec préfèrent nettement Jean Chrétien (36 %) à Jean Charest (26 %) comme chef pendant la prochaine campagne référendaire.

Quant à la reconnaissance du Québec comme société distincte, le dossier n'a pratiquement pas évolué depuis février 1995. À cette époque, la moitié (51 %) des Canadiens disaient qu'ils étaient prêts à accorder au Québec un statut particulier, comparé à 53 % aujourd'hui.

Étonnement, 41 % des Québécois ne s'opposeraient pas à la partition de leur territoire advenant l'indépendance. « Je suis toujours estomaqué quand je vois ce résultat, dit Claude Gauthier. Il faut préciser que le débat sur la partition est à peine amorcée chez les francophones. Selon moi, ça démontre la bonté des Québécois. »

Finalement, la moitié (51 %) des Canadiens croient très probable ou assez probable que le Québec devienne souverain d'ici l'an 2000, une opinion partagée par 56 % des Québécois.

« Depuis le référendum de 1995, les gens savent qu'un tel scénario est possible, explique Claude Gauthier. Avant cette date, c'était beaucoup plus faible. »

Sondage Radio-Canada CBC-La Presse

Opinion sur le statut du Québec (évolution 1993-1997)

■ Pour ce qui est du Québec, laquelle des propositions suivantes correspond le mieux à votre opinion?

	Québec souverain indépendant %	Québec souverain association économique %	Québec plus de pouvoirs %	Québec mêmes pouvoirs %	HSP/PR %
Canada					
SRC-CBC avril 1997	6	10	19	64	1
SRC-CBC mars 1996	6	12	17	63	2
SRC-CBC fév. 1995	9	14	15	59	4
Hors-Québec					
SRC-CBC avril 1997	5	4	11	79	1
SRC-CBC mars 1996	4	3	10	79	2
SRC-CBC sept. 1995	10	7	8	72	4
Québec					
SRC-CBC avril 1997	7	28	42	21	2
SRC-CBC mars 1996	9	36	37	16	3
SRC-CBC fév. 1995	7	33	35	21	3
SRC-CBC sept. 1993	8	30	38	22	3

Infographie La Presse

L'optimisme renaît

MICHÈLE OUMET

Les Canadiens sont assez optimistes même s'ils portent un regard plutôt sombre sur les cinq dernières années.

À la question: « Diriez-vous que la situation économique actuelle au Canada est meilleure, à peu près semblable ou pire qu'il y a cinq ans », c'est-à-dire juste avant que les libéraux ne prennent le pouvoir, 37 % des Canadiens répondent pire, 29 % à peu près semblable et 32 % meilleure.

Le Québec et les provinces de l'Atlantique sont les plus pessimistes. Leur économie est aussi celle qui est la plus mal en point. La moitié (49 %) des personnes interrogées qui vivent dans les Maritimes estiment que l'économie s'est détériorée, comparé à 41 % pour les Québécois.

Par contre, l'Alberta, qui n'a plus de déficit et qui a même commencé à rembourser sa dette, est la plus optimiste: 27 % seulement des Albertains disent que la situation économique est pire qu'il y a cinq ans et 40 % affirment qu'elle est meilleure.

Lorsqu'il est question d'avenir, les Canadiens sont plutôt optimistes: 73 % croient que la situation économique sera meilleure (40 %) ou à peu près semblable (33 %).

CROP a aussi posé des questions sur la situation financière personnelle: 38 % de l'ensemble des Canadiens disent que leur sort s'est détérioré au cours des cinq dernières années, comparé à 35 % pour le Québec seul. Encore une fois, les Albertains se démarquent: 44 % affirment que leur situation s'est améliorée, alors qu'au Québec seulement 23 % des gens prétendent la même chose.

Par contre, un vent d'optimisme souffle lorsque les Canadiens anti-

cipent leur situation personnelle dans cinq ans: 79 % croient qu'elle s'améliorera (46 %) ou se stabilisera (33 %), un sentiment partagé par 83 % d'Albertains et de Québécois. En 1993, l'atmosphère était plutôt au pessimisme. À la même question, 65 % des Québécois et des Canadiens avaient répondu que leur situation s'améliorerait ou se stabiliserait.

Que devrait faire le gouvernement fédéral avec ses surplus une fois le déficit éliminé? Les Canadiens sont sages: 40 % disent qu'il faut rembourser la dette. Les Québécois le sont moins: 34 % pensent la même chose. Le tiers (30 %) des Canadiens veulent que les impôts soient réduits et 26 % souhaitent qu'on remette en place certains services ou programmes gouvernementaux.

Deux visions s'affrontent sur la création d'emplois: environ la moitié des Canadiens (51 %) croient que le gouvernement doit s'impliquer directement, alors que l'autre moitié (44 %) pensent qu'il faut plutôt laisser ce champ d'action au secteur privé. Les Québécois sont plus interventionnistes: 61 % estiment que l'état doit se charger de la création d'emplois.

Quel palier de gouvernement est le plus responsable des compressions dans le domaine de la santé? Le fédéral, répondent le tiers (36 %) des Canadiens. Les Québécois jugent moins sévèrement le fédéral: seulement 30 % des répondants le juge plus responsable.

La moitié des Canadiens sont prêts à payer plus d'impôts pour maintenir ou améliorer le régime d'assurance-maladie, comparé à 44 % pour les Québécois. Ce sont les provinces de l'Atlantique qui, dans une plus large proportion (60 %), sont prêtes à investir davantage dans la santé.

Sondage Radio-Canada CBC-La Presse

Priorité du gouvernement fédéral... après le déficit

■ Une fois la question du déficit (équilibre budgétaire) réglée, que devrait faire le gouvernement fédéral selon vous? Devrait-il...

	Total Canada %	Québec %	Hors-Québec %	Atlantique %	Ontario %	Prairies %	Alberta %	Colombie-Britannique %
Rembourser la dette nationale	40	34	42	29	41	44	47	46
Réduire les impôts	30	32	30	37	29	28	30	27
Remettre en place certains services ou programmes gouvernementaux	26	30	25	31	25	25	22	22
NSP / Refus	4	5	4	2	4	3	2	4

Infographie La Presse

Sondage Radio-Canada CBC-La Presse

Plan «A» ou plan «B»

■ Quelle devrait être l'attitude du prochain gouvernement fédéral à l'égard du Québec? Devrait-il se concentrer...

	Total Canada %	Québec %	Hors-Québec %	Atlantique %	Ontario %	Prairies %	Alberta %	Colombie-Britannique %
Surtout sur de nouvelles offres à faire au Québec	29	62	18	23	19	17	13	18
Surtout sur l'établissement de conditions difficiles pour le Québec s'il décidait de quitter le Canada	60	26	71	67	71	71	74	72
NSP / Refus	11	12	11	11	10	12	13	10

Infographie La Presse

Méthodologie du sondage

Les résultats du sondage reposent sur 2541 entrevues téléphoniques effectuées du 17 au 22 avril 1997. Les répondants ont été choisis aléatoirement parmi les personnes de 18 ans et plus. Les entrevues ont été réalisées à partir du central téléphonique de CROP à Montréal pour le Québec et d'Environics, à Toronto, pour le reste du Canada.

Dans les provinces de l'Atlantique, 316 personnes ont répondu au sondage, au Québec 918, en Ontario 414, au Manitoba et en Saskatchewan 320, en Alberta 285 et en Colombie-Britannique 288. Le taux de réponse enregistré lors du sondage est de 62 % au Québec et 37 % dans le reste du Canada.

Un échantillon de cette taille est précis à deux points près, 19 fois sur 20. La marge d'erreur augmente lorsque les résultats portent sur des sous-groupes; ainsi la marge d'erreur est de 3 % pour les résultats du Québec, 2,5 % pour le reste du Canada, 5 % pour l'Ontario et 6 % pour chacune des autres régions du Canada.

Malgré le résultat des partielles, Bouchard maintient le cap sur le déficit zéro

GILLES NORMAND
QUÉBEC

Intercepté à l'entrée du caucus hebdomadaire de ses députés, hier soir, le premier ministre Lucien Bouchard a indiqué qu'il interprétait le résultat des élections complémentaires de lundi comme une indication qu'il va « dans la bonne direction ».

« Une indication qu'il faut cependant garder l'écoute de la population, qu'il faut nous assurer qu'on va atteindre les buts fixés le plus vite possible. Pour moi c'est le message », a précisé le premier ministre. Il prévient qu'« il n'est pas question de changer l'objectif ».

M. Bouchard a ajouté qu'il se proposait d'être encore plus présent sur le terrain. Il estime que le gouvernement devra expliquer davantage ses politiques.

Dans Beauce-Sud, la libérale Diane LeBlanc a triomphé du péquiste Richard Busque par plus de 5000 voix, une majorité qui montre une nette déconfiture pour le PQ, puisqu'en 1994, le regretté Paul-

Eugène Quirion avait emporté la circonscription avec une majorité de 164 voix seulement. Dans Prévoist, la majorité de 4253 voix obtenue par l'ex-ministre Daniel Paillé, a fondu lundi à 233 votes.

Le ministre Jean Rochon, dont la réforme des services de santé est visée au premier chef dans le mécontentement exprimé, refuse quant à lui d'y voir un blâme. « Je n'ai pas pris ça pour un blâme », commente-t-il.

« Je comprends que la population trouve qu'on est dans une période difficile et qu'elle envoie un message au gouvernement. C'est tout à fait normal (...) Mais on a le défi d'aller à la limite du possible », explique le ministre qui juge que c'est justement la baisse des transferts fédéraux de l'ordre de 1,8 milliard, dont la moitié dans le domaine de la santé, qui a mis le gouvernement dans la situation où on se trouve.

Pour lui, l'annonce faite à Halifax par Jean Chrétien et Paul Martin, relativement aux transferts fédéraux, « n'est que de l'argent

liquide et non des points », contrairement à ce que souhaite Québec. « Il faudra voir quelles sont les conditions rattachées à ça. Le fédéral garde toujours le contrôle », ajoute-t-il.

Quant à accorder un répit à la population, il semble que les conditions ne le permettent pas encore. « Si les conditions changent, moi, je peux vous assurer que tout ce qu'on va pouvoir trouver comme moyen pour rendre le passage le moins difficile possible, on va le faire », soutient le ministre Rochon.

Le ministre des Transports, Jacques Brassard, explique en partie le recul péquiste par le faible taux de participation des électeurs à ces complémentaires. « Mais ça reste à analyser, dit-il. Dans l'ensemble, la population soutient les politiques et objectifs du gouvernement. »

Quant à la pertinence d'accorder un répit à la population, M. Brassard juge que l'on connaissait l'orientation du gouvernement. « L'objectif du déficit zéro pour l'an 2000 est toujours maintenu. Là-dessus, la population nous sou-

tient. Nous avons toujours dit que ce serait difficile », explique le ministre.

Son collègue et chef du caucus des députés péquistes, François Gendron, estime que les résultats de ces élections appellent une réflexion. M. Gendron croit que le Québec n'a pas le choix, qu'il lui faut maintenir le cap sur son objectif pour retrouver une liberté de manoeuvre. « Il faudra peut-être expliquer davantage à la population le pourquoi de ce passage obligé », conclut-il.

Se faisant le porte-parole des libéraux en l'absence du chef Daniel Johnson retenu à des funérailles, le député de Westmount-Saint-Louis, Jacques Chagnon, s'est bien sûr montré très heureux des résultats. Il y voit la résultante du travail accompli depuis des mois et qui a consisté à réclamer du gouvernement un répit pour la population québécoise. Il croit aussi que « ces populations ont exprimé des réticences très grandes devant cette vision gouvernementale de vouloir se lancer, très vite dans un autre référendum ».

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT
MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION
ALAIN DUBUC
EDITORIALISTE EN CHEF

Villes: l'équation insoluble

C'est en mars que les villes du Québec se sont vu confirmer la mauvaise nouvelle: dès l'an prochain, elles devront prendre en charge une facture de 500 millions.

Ce que l'on ignorait alors, c'est la forme que ce transfert allait prendre et la façon dont il serait financé. Et c'est ce qu'espéraient apprendre les élus municipaux à l'occasion du dernier congrès de l'Union des municipalités du Québec.



Agnès Gruda

Au lendemain de cet exercice, ils sont toujours dans la brume. Ce que le ministre des Affaires municipales, Rémy Trudel, leur a présenté pompeusement comme un nouveau pacte, ce ne sont que quelques idées improvisées enrobant un mandat impossible: absorber la facture sans la refiler aux contribuables.

Le plan du ministre Trudel tient sur une feuille. À gauche, il y a une liste de tâches actuellement financées par l'État. C'est là-dedans que l'État compte tailler la tranche de 500 millions qui sera ultérieurement gérée par les villes.

Pour encaisser le coup, les municipalités auront deux voies. Réduire de 6% la masse salariale de leurs employés, ce qui leur fera économiser 250 millions. Et rationaliser leur administration, pour un autre 250 millions. En additionnant les deux chiffres, on obtient l'objectif magique de 500 millions.

Pour mieux faire passer la pilule, le gouvernement a rajouté à cette mixture quelques mesures destinées à adou-

cir le choc, surtout en faveur des villes les plus peuplées. Ces quelques suggestions, figurant dans la colonne de droite, ne résoudront pas les problèmes des villes-centres. Et ne changent rien au problème fondamental d'une équation qui ne tient pas debout.

En imaginant que les villes peuvent facilement comprimer leur masse salariale de 6%, selon l'exemple du gouvernement, le ministre Trudel fait abstraction d'une série de facteurs qui compliquent drôlement les choses.

L'État a pu éviter les réductions salariales, en incitant des milliers d'employés à quitter leur poste, puisant pour ce faire dans les surplus de leur caisse de retraite.

Le monde municipal est plus éclaté. Au lieu de trois ou quatre ententes, il faudra en négocier des centaines. Sans la menace d'une loi spéciale, les villes risquent de se retrouver à court d'arguments... Quant à leurs caisses de retraite, elles ne nagent pas dans l'abondance. À Montréal et à Québec, on fait face à un déficit.

Cruel dilemme: les villes auront le choix entre comprimer les salaires et provoquer la grogne générale, ou puiser dans leurs maigres réserves pour financer les retraites précoces. Quitte à se retrouver dans le rouge au premier imprévu. Et à passer la facture aux contribuables. Voilà ce qui risque d'arriver avec le premier élément de l'équation.

Voyons le second: la rationalisation administrative. Dans son discours aux maires, le ministre Trudel a suggéré de mener une vaste réflexion sur la mise en commun des ressources. Mais encore? Il a donné un exemple: les services de la paie d'une dizaine d'organisations publiques de Rouyn-Noranda. Franchement, ce n'est pas comme ça qu'on va réussir à dégager 250 millions d'ici quatre mois. Où va-t-on les trouver? Réponse plausible: tôt ou tard, il y aura un impact sur l'impôt foncier.

Quant au troisième élément de l'équation, celui d'une réforme devant soulager les villes-centres, il est lui aussi fondé sur l'illusion de l'impact fiscal zéro. Dans son principe même, cette réforme vise à mieux répartir la charge fiscale. Pour que les contribuables du centre paient moins, il faut que ceux de la périphérie paient plus. C'est logique. Essayer de faire croire au monde qu'il n'y aura aucune incidence, c'est tenter de leur faire prendre des vessies pour des lanternes.

M. Trudel a lancé en l'air quelques pièces d'une réforme incomplète, pour donner une impression d'équité et de cohérence.

De toute manière, les bribes jetées pêle-mêle par le ministre Trudel passeront à côté de l'essentiel. Le gouvernement paierait ses taxes sur les bâtiments qui lui appartiennent et qui sont concentrés dans les centres-villes? C'est beau. Mais de l'autre côté, il réduirait sa contribution au financement de la dette du transport en commun. Ce qui toucherait surtout le cœur des villes. Bonnet blanc, blanc bonnet...

Les premiers cadeaux électoraux

La campagne électorale était à peine amorcée que le leader libéral, Jean Chrétien, y allait déjà, lundi matin, d'une très grosse promesse, en s'engageant à ne pas mettre en oeuvre les compressions prévues pour les années à venir dans les transferts aux provinces pour la santé et les programmes sociaux. Sur cinq ans, cela représente six milliards de moins en compressions fédérales.



Alain Dubuc

Cet engagement semble donner le ton et annoncer que la campagne électorale se déroulera sur un mode traditionnel, avec son cortège de cadeaux et de promesses. Nous sommes loin de la réflexion sur le XXI^e siècle à laquelle nous conviait le premier ministre en annonçant la dissolution de la Chambre des communes.

On devine pourquoi les libéraux ont voulu frapper si vite et si fort sur ce thème. De toutes les mesures d'austérité, ce sont les compressions en santé qui ont le plus provoqué de l'angoisse et ébranlé la confiance. En réduisant la pression, les libéraux montrent qu'il se préoccupent de santé, ils se posent en défenseurs des valeurs canadiennes en la matière, se repositionnent un peu plus à gauche tout en illustrant par la bande les bienfaits de leur gestion rigoureuse des finances publiques.

Sur le plan politique, cette stratégie, bien ciblée, aurait donc pu être porteuse et briser la méfiance de plus en plus grande d'électeurs échaudés par trop de promesses. Mais l'engagement du premier ministre compte trop de zones d'ombre pour ne pas révéler sa véritable nature, celle d'une manoeuvre politicienne.

Il faut tout d'abord poser des questions sur cet afflux soudain de fonds qui permettent aux libéraux de financer leurs élans de générosité. On aurait, dit-on, découvert récemment que le déficit fédéral serait moins élevé que les 17 milliards prévus au budget Martin à la mi-février. Mais déjà, dès le dépôt de ce budget, les prévisions de déficit semblaient anormalement pessimistes. À l'époque, on pouvait, à la rigueur, attribuer ces prévisions irréalistes à la louable prudence d'un gouvernement soucieux de préserver sa marge de manoeuvre financière. Maintenant, on découvre que les libéraux étaient plutôt en train de constituer leur marge de manoeuvre politique.

L'équipe ministérielle envoie du même coup de bien mauvais messages, qui risquent d'annuler des années d'efforts du ministre des Finances, Paul Martin. Ce premier cadeau laisse croire que la lutte contre le déficit est terminée, ou encore qu'Ottawa déliera sa bourse si les pressions populaires sont insistantes. N'oublions pas que M. Chrétien a déjà dit, à juste titre, que le Canada dépensait trop en santé.

Enfin, l'engagement libéral repose sur une illusion, celle que les sommes qu'Ottawa dégage seront effectivement réinjectées dans le monde de la santé. Il y a trois ans, le gouvernement Chrétien a réorganisé ses transferts aux provinces en instaurant le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, qui regroupe dans un même paiement les versements fédéraux pour la santé, l'éducation supérieure et l'aide sociale. Les provinces sont maintenant libres de répartir cette enveloppe comme elles l'entendent. Si elles disposent de plus d'argent grâce à la générosité d'Ottawa, elles pourront orienter ces fonds là où elles le veulent: en santé, en aide sociale, ou même, par un jeu de vases communicants, pour baisser les impôts. Rien ne permet au premier ministre Chrétien de dire que son cadeau servira à améliorer le système de santé.

Il est vrai que les finances publiques s'améliorent. Il est également vrai que c'est en bonne partie grâce au gouvernement Chrétien, qui a joué un rôle essentiel dans ce virage spectaculaire. Mais ce n'est pas une raison pour que les surplus qui commencent à se dégager, le fameux dividende budgétaire, deviennent, une sorte de caisse électorale.

DÉBAT DES CHEFS: MANNING AURA DROIT À LA TRADUCTION SIMULTANÉE



LA BOÎTE AUX LETTRES

Lucien Bouchard au secours de Gilles Duceppe

M. Gilles Duceppe,

■ Vous avez commencé, depuis le déclenchement de la campagne électorale, à parcourir tous les coins et recoins du Québec. Je suis fort inquiet, monsieur Duceppe: s'il fallait qu'il vous arrive un accident de parcours!

Mais je suis maintenant rassuré car j'apprends que Lucien Bouchard sera auprès de vous et vous tiendra par la main.

Voilà qui est beaucoup mieux pour vous.

Jean DAGENAIS-PÉRUSSE
Sainte-Adèle

Vive les pluies de pétrole!

■ Voilà ce que peuvent chanter maintenant avec orgueil les résidents de Dorval, de Saint-Laurent et des autres villes qui entourent l'aéroport de Dorval. Depuis longtemps, des gens de ces villes remarquent un mince film huileux qui couvre la surface d'eau de leur piscine. Heureusement, celui qui flotte sur le café qu'ils prennent sur la terrasse en été passe inaperçu. Mais d'où provient ce film huileux?

Des accidents qui surviennent à une fréquence insoutenable sur la section de l'autoroute 40 qui contourne l'aéroport du côté nord ont donné la réponse, il y a plus de quinze ans. Les accidents surviennent surtout après une pluie parce que la chaussée devenait anormale-

ment glissante dans ce secteur. L'explication des spécialistes était simple. À titre expérimental, on avait remplacé une bonne partie du sable utilisé dans le béton par du verre pulvérisé. Question de recyclage. Les fragments de verre pulvérisé devenaient beaucoup plus glissants que les grains de sable sous la pluie, quand ils étaient recouverts d'une couche huileuse.

Mais il y a une seconde question: pourquoi la surface était-elle plus huileuse dans ce secteur qu'ailleurs? Les experts ont répondu que ces secteurs étaient situés dans les corridors de décollage et d'atterrissage des avions. Dans les deux cas, les moteurs reçoivent un surplus de carburant qu'ils ne peuvent brûler complètement. C'est pour des raisons de sécurité. Souvent, au décollage surtout, on remarque une traînée noirâtre de carburant non brûlé derrière les moteurs. Ce carburant non brûlé asperge et parfume même le paysage. Quel délice!

On a corrigé la situation de l'autoroute 40 en refaisant la surface d'une façon normale. Qu'a-t-on fait pour réduire la pollution atmosphérique par les excès de carburant? La dernière décision d'ADM de transférer les vols internationaux de Mirabel à Dorval va simplement empirer la situation.

Gérard MILLETTE
Laval

Réticences de la CEQ

Madame Agnès Gruda,

■ Dans votre éditorial du 21 avril, vous vous étonnez des réticences qu'entretient la CEQ envers l'avant-projet de loi déposé par la ministre Marois. Peut-être la résistance est-elle tout à fait justifiée?

À l'école où j'enseigne, question de se donner du panache, nous offrirons dès l'an prochain le programme d'éducation internationale à deux groupes de première secondaire. Pour nous y préparer, il a fallu et il faudra des sous, beaucoup de sous en libération, formation, déplacement, inscription et activités adaptées.



Pauline Marois

Étrangement, cela a coïncidé avec la fermeture de groupes pour élèves en difficulté et la multiplication des dépassements des maxima. Dans le concret, cela veut dire que j'enseigne à deux groupes enrichis dont le maximum d'élèves est fixé à trente-deux et à deux groupes d'élèves en difficulté dont le maximum est fixé à... trente-deux. Compte tenu du fait que leurs besoins sont différents, vous comprendrez, madame, que chacun de mes élèves ne reçoit pas un service équivalent.

Si le projet de loi doit renforcer encore la tendance, il faudra être nombreux « à résister ».

Sylvie BLANCHETTE
Drummondville

N.B.

■ La Presse accorde priorité sous cette rubrique aux lettres qui font suite à des articles publiés dans ses pages et se réserve le droit de les abrégier. L'auteur doit être clair et concis, signer son texte, donner son nom complet, son adresse et son numéro de téléphone. Adresser toute correspondance comme suit: La boîte aux lettres, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

Opinions

Les jeunes anglophones ne doivent pas s'en aller!

Ce sont ceux qui restent ici qui vont sauver le Canada

Les coauteurs, des personnalités anglophones montréalaises, répondent ici à un texte paru dans le *Toronto Star*. Les signataires sont : Robert Berger, Peter Blaikie, Casper Bloom, David Bourke, John Claxton, John Dinsmore, Dan Doherty, Joan Dougherty, Louis Duhamel, Phil Gold, Pam Dunn, Tass Grivakes, John Hallward, Frederick Lowy, Reford MacDougall, Storrs McCall, Phil O'Brien, Don Taddeo et Charles Taylor.

M. Stephen Jarislowsky. Nous, citoyens de Montréal, traversons une période difficile. Vos commentaires dans le *Toronto Star* du 19 mars conseillant aux jeunes personnes de langue anglaise de quitter le Québec représentent une approche assez particulière de la situation actuelle et de la façon d'en venir à bout. Nous écrivons cette lettre afin de faire valoir un point de vue différent que l'on peut résumer très brièvement : on ne résoud pas les problèmes en les fuyant.

Ceux d'entre nous qui habitent encore à Montréal continuent à vivre ici pour deux raisons.

Tout d'abord, nous partageons la conviction avec nos amis et voisins francophones que, malgré les problèmes économiques actuels résultant de l'incertitude politique et des idées mesquines du gouvernement du Parti québécois sur la question linguistique, Montréal demeure une des villes du monde les plus vibrantes, les plus vivantes et les plus fascinantes.

Deuxièmement, nous vivons ici parce qu'il se trouve que nous croyons que ce qui est important pour Montréal est aussi important pour le Canada. S'il n'y avait pas eu une solide majorité pour le NON, lors du dernier référendum, parmi les électeurs vivant à Montréal et dans les environs, le Québec serait peut-être à l'heure actuelle un État indépendant. Le chaos économique existerait au nord de la frontière des États-Unis et le Canada serait moralement blessé. Montréal est dans un sens le pivot du Canada, l'endroit où l'avenir de notre pays se décidera. Ceux qui vivent ici ont l'intention de faire de leur mieux, pendant les prochaines années, pour empêcher le Canada de se briser et afin que tous les Canadiens continuent de vivre ensemble dans l'amitié et le respect mutuel, malgré les efforts de ceux qui essayeront de nous diviser.

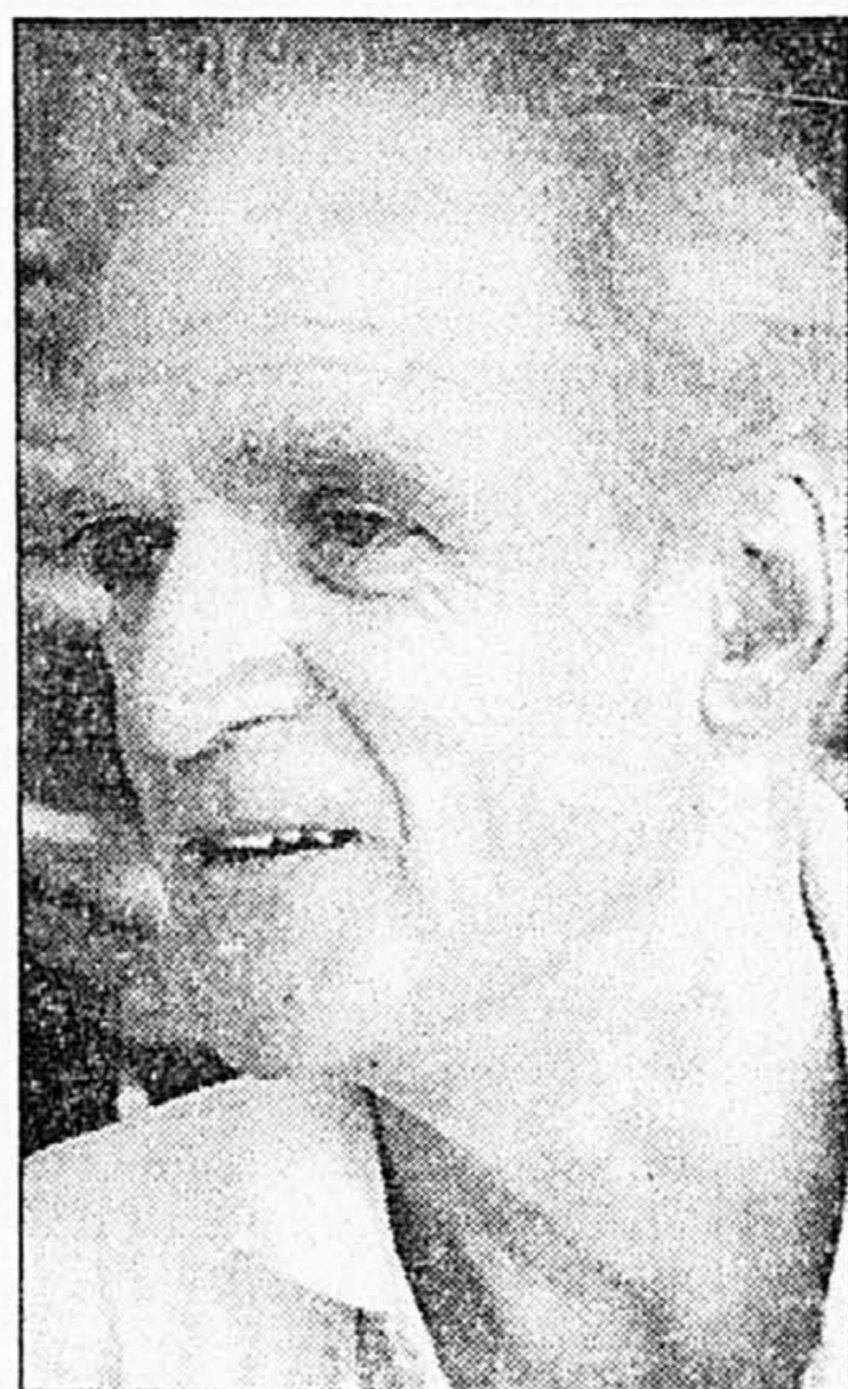


Joan Dougherty

Ainsi, vous comprendrez que les paroles de quelqu'un qui conseille à nos jeunes de partir sont accueillies par nous avec tristesse et désaccord. Ces paroles nous disent que l'histoire du Canada est terminée, que la situation est irréparable et qu'il est aussi bien de partir pendant qu'il est encore temps. Ceci est un message que nous rejetons avec vigueur car, pour nous, l'histoire du Canada n'est pas finie. La situation est loin d'être irréparable. Une grande majorité de Montréalais, francophones, anglophones et allophones ont voté NON, lors du dernier référendum. Montréal est debout et continuera à rester debout comme un obstacle immuable contre la séparation.

Il y a ceux qui diront que la brisure du Canada ne serait pas une mauvaise chose ; que, depuis 1867, le pays n'a jamais vraiment marché ; que, peut-être, nous serions mieux avec deux États indépendants au lieu d'un. Vu de cette manière, le spectre des anglophones quittant le Québec ne devrait pas être très inquiétant. Mais les prémisses sur lesquelles ce raisonnement est basé sont fausses.

Loin d'être un pays qui n'a jamais marché, le Canada est un des meilleurs exemples, dans le monde



Charles Taylor

d'aujourd'hui, d'un État caractérisé par la tolérance et l'absence de préjugés. Une société où des gens du monde entier vivent et travaillent ensemble. Nombre d'études à ce sujet ont placé le Canada au premier rang de tous les pays du monde. Si le Canada éclate, notre trépas sera pleuré dans le monde entier.

Il reste une question pour laquelle les séparatistes du Québec n'ont pas de réponse. Ou bien le nouvel État qu'ils veulent créer serait « pure laine », fondé sur l'ethnie et sur la langue, sans diversité culturelle et sans garanties pour les minorités qui existent à l'heure actuelle au Canada ; dans ce cas, il n'y a pas de justification éthique et sa création serait immorale. Ou bien l'État du Québec ne serait pas basé sur l'ethnie et la langue, mais serait composé d'une société ouverte et bilingue, avec des garanties pour les minorités ; dans ce cas, il serait en quelque sorte une petite réplique du Canada actuel. Alors, pourquoi tout cela ? Pourquoi perturber la vie des gens et détruire l'économie afin de créer deux Canada plus petits au lieu d'un ?

Pour résumer, le Canada vaut, selon nous, la peine d'être sauvé et il peut être sauvé. Ce qui le sauvera, ce sont les jeunes anglophones qui restent au Québec et non ceux qui partent.

Souveraineté: appel aux intellectuels du monde entier

MICHEL SEYMOUR

L'auteur est président du regroupement des intellectuels pour la souveraineté (IPSO). Le texte qui suit est extrait d'un document qui a été envoyé à plus de 1 500 intellectuels dans le monde entier. À l'occasion de cet envoi, il a été cosigné par Lubin Bisson, Didier Calmels, Jean-Pierre Chelhot, Jocelyne Couture, Guy Lachapelle, Yves Nadeau, Kai Nielsen, Eric Normandeau, Ercilia Palacio, Paul-André Quintin, Michel Robert, Geneviève Sicotte, Daniel Turp, Louise Vandellac et Jules-Pascal Venne. Il paraîtra dans le numéro de mai de la revue *L'Action nationale*.

La Constitution canadienne ne prévoit pas expressément la possibilité qu'une province puisse faire sécession. Mais d'aucuns prétendent que l'accession à la souveraineté est possible si l'on procède par voie d'amendement constitutionnel et si, par conséquent, les provinces canadiennes (sept sur dix, ou peut-être même toutes) et l'État fédéral consentent à un tel amendement.

Dans l'éventualité d'un vote favorable à la souveraineté, certains chercheront à imposer l'ordre constitutionnel canadien, même si cela va à l'encontre de la volonté démocratique du peuple québécois. Ils prétendront que l'accession du Québec à la souveraineté politique est illégale, qu'elle ne peut se faire unilatéralement et que, dans le contexte d'une déclaration unilatérale d'indépendance, l'intégrité territoriale du Québec ne serait pas nécessairement préservée.

Que penser de ces arguments ? On pourrait admettre qu'à certains des arguments moraux et politiques invoqués par le Québec, on peut opposer l'ordre constitutionnel canadien. Mais en choisissant de rapatrier la Constitution sans le consentement du Québec et de son Assemblée nationale, le Canada a en quelque sorte facilité la résolution de ce dilemme. Même si on peut en principe opposer, au poids politique de certains arguments moraux, le poids politique d'un certain ordre constitutionnel, la balance doit pencher nécessairement en faveur des premiers si cet ordre constitutionnel est dans les faits illégitime parce qu'il a été imposé sans le consentement du peuple québécois et de son Assemblée nationale.

Les événements de 1982 justifient donc, si cela s'avère nécessaire, le recours à une déclaration unilatérale d'indépendance. Prétendre que le Québec ne peut pas accéder à la souveraineté politique sans l'accord du Canada, c'est oublier que le Canada a imposé un nouvel ordre constitutionnel sans l'accord du Québec. Puisqu'il l'a fait, il doit en accepter les conséquences, et reconnaître éventuellement l'expression de la volonté populaire des Québécois et des Québécoises.

Le Québec et le Canada auraient d'ailleurs avantage à trouver un terrain d'entente dans la période qui suivrait un vote favorable à la souveraineté. Les Canadiens pourraient, après un vote majoritaire des Québécois pour la souveraineté, s'entendre rapidement sur des amendements à apporter à leur propre Constitution pour prendre acte de l'accession du Québec à la souveraineté. Il faut éviter autant que possible une décision unilatérale de la part du Québec, mais le refus de consentement des Canadiens serait une façon pour le Canada de forcer le Québec à déclarer unilatéralement son indépendance. Si les provinces canadiennes et le gouvernement fédéral se servent de leur Constitution pour bloquer le processus, ce seront eux qui auront alors décidé de soumettre leur ordre juridique à la logique des rapports de force et de substituer la légalité constitutionnelle à la légitimité démocratique.

Ce sont les peuples qui se donnent des constitutions et non les constitutions qui fondent les peuples. Et lorsqu'une constitution est imposée à un peuple contre sa volonté, ce dernier peut en toute légitimité se doter d'une autre constitution. S'il a des justifications morales suffisantes, il peut même accéder à la souveraineté politique pour y parvenir. En

somme, la démarche souverainiste ne paraît illégale que relativement à un ordre constitutionnel qui, lui, est illégitime. C'est la raison pour laquelle on ne saurait opposer au Québec l'ordre constitutionnel canadien.

Alors que le Québec compte tenir un nouveau référendum sur sa souveraineté dans quelques années, le gouvernement canadien multiplie les gestes visant à invalider un tel exercice. Il vient de porter en Cour suprême la question de la légalité de la souveraineté du Québec, et il est évident qu'au vu de la Constitution, cette cour déclarera que le Québec doit obtenir le consentement des autres provinces et du gouvernement fédéral pour pouvoir accéder à la souveraineté. Par la voix de son premier ministre Jean Chrétien, ce gouvernement a aussi déjà annoncé son intention de contester le résultat d'un référendum sur la souveraineté qui serait appuyé majoritairement par la population québécoise.

Il prétend entre autres décider de la question qui devrait être posée aux Québécois, établir lui-même le pourcentage d'appuis populaires requis pour déclarer une victoire souverainiste, et même soumettre le destin du Québec à l'ensemble des Canadiens. Le gouvernement canadien a aussi appuyé ouvertement les visées partitionnistes de certains groupes qui prétendent demeurer rattachés au Canada advenant la souveraineté du Québec. Une contestation de la loi référendaire québécoise est actuellement en cours, et sera certainement menée jusqu'aux plus hauts tribunaux du pays ; cette loi, qui établit des plafonds de dépense pour chacun des camps de manière à assurer l'équilibre du débat, est pourtant reconnue comme progressiste par nombre de politologues à travers le monde. Les médias de tout le pays mettent systématiquement en doute la légitimité et le caractère démocratique du projet souverainiste, et ameutent la minorité anglophone et les Québécois d'adoption en brandissant d'éventuelles violations de leurs droits dont rien, dans le passé et le présent, ne peut laisser croire qu'elles surviendraient. (...)

Sans présumer de la volonté réelle du gouvernement canadien d'avoir recours à la force ou à la contrainte dans le débat sur l'avenir du Québec, il est clair que tous ces gestes visent à faire monter la tension et à intimider les citoyens. Ils ne contribuent en rien à la résolution des problèmes dans un cadre de discussion démocratique et respectueux des positions de chacun. En participant à deux référendums sur la souveraineté du Québec, le gouvernement du Canada a dans les faits admis la légitimité de ceux-ci. Il semble cependant qu'il se soit comporté ainsi parce qu'il avait la certitude de remporter ces référendums. Maintenant que la conjoncture politique change et que la souveraineté du Québec devient possible et même probable, il cherche à changer les règles du jeu, et semble vouloir s'engager dans la voie de l'autoritarisme politique. Le cadre démocratique québécois est menacé par ces attaques.

Si la majorité des Québécois se prononcent en faveur de la souveraineté, lors d'un prochain référendum, il faudra prendre acte de la volonté populaire et appuyer cette démarche d'émancipation politique qui présente toutes les garanties démocratiques requises. Le gouvernement du Canada essaiera sans doute de faire valoir que la sécession n'est pas prévue dans la Constitution canadienne et demandera aux autres membres de l'Organisation des Nations unies de ne pas reconnaître la souveraineté du nouvel État avant qu'il ne le fasse lui-même.

Mais ce serait là une manière déguisée d'imposer, comme en 1982, la volonté de la majorité canadienne au peuple québécois. Ce n'est pas la légalité constitutionnelle, mais la légitimité démocratique qui devra servir de critère pour reconnaître la souveraineté du Québec.

Nous faisons appel à votre intégrité d'intellectuel pour exercer votre vigilance à cet égard. Il y a d'un certain idéal que partagent les intellectuels de l'ensemble de la communauté internationale. Cet idéal place les aspirations des peuples, et non le pouvoir des États, au cœur de la démocratie.

Sécurité du revenu: un parcours éthiquement inacceptable

JOSEPH GIGUÈRE

L'auteur est directeur du Centre Saint-Pierre. Il s'exprime ici au nom du Conseil de direction du Centre.

Les tenants et aboutissants du projet de réforme de la sécurité du revenu piloté par la ministre de l'Emploi et de la Sécurité du Revenu, Mme Louise Harel, illustrent éloquemment l'adage qui dit que l'enfer est pavé de bonnes intentions. Celles-ci, et la crédibilité personnelle de madame Harel aidant, sont, en effet, suffisamment présentes dans le projet pour convoquer au départ une certaine sympathie ; mais elles sont aussitôt lourdement perverties par leur subordination massive à la logique des compressions.

La volonté de « déstigmatiser » les « B.S. » en les assimilant aux travailleurs sans emploi, le changement de la notion d'« employabilité » par celle de parcours, l'intégration des services et la simplification des programmes, l'approche combinée de la formation et de l'emploi, constituent des progrès par rapport à la situation actuelle. L'idée d'un effort spécial pour sortir les jeunes de la trappe historique d'une aide sociale passive a également du mérite. Cependant, dans sa teneur globale, cette réforme pêche par manque de compassion et fait fi de l'impérieuse nécessité d'une plus juste répartition de la richesse dans notre société.

Si le véritable objet d'une telle restructuration consistait à combattre la pauvreté aujourd'hui et à renforcer la solidarité sociale maintenant, le gouvernement introduirait sur-le-champ deux modifications majeures à son projet. Il ajusterait à la hausse le niveau avilissant des prestations actuelles et abandonnerait sa dégradante et inutile proposition d'alignement forcé des prestataires vers l'exclusion du travail déjà secrète l'aché par tous ses pores.

Du point de vue qui est le nôtre, il nous est impossible d'adhérer à l'orientation qui prétend favoriser une dynamique de responsabilisa-

tion sociale, d'insertion au travail et de création d'emplois en accumulant les fardeaux, les sacrifices et les culpabilités sur le dos des exclus. Alourdir la charge sur des épaules déjà écrasées peut-il produire autre chose que des ressorts humains cassés ? Dans le contexte où l'État lui-même est manifestement impuissant devant le chômage structurel, n'est-il pas pharisaïque, pour ne pas dire odieux, de pousser les individus victimes de cette situation sur des routes de nulle part en brandissant le fouet de la coercition ? Alors que l'état de la pauvreté et la pression créée par le sentiment de ne pas correspondre aux standards de la société produisent déjà chez ces personnes leur lot effarant de détresse psychologique, de dépressions, de perturbations relationnelles et familiales, de toxicomanie, de maladies mentales, voire de suicides, comment peut-on penser à une stratégie d'augmentation de la précarisation et de la pression ? (...)

Ouvrant dans le camp des « perdants » et constatant déjà à quel point la citoyenneté des pauvres ne vaut pas cher, nous sommes extrêmement préoccupés en voyant le gouvernement se couler progressivement dans un courant où les droits reliés à la citoyenneté politique sont assimilés aux lois de la compétition marchande. Sur qui les laissés-pour compte peuvent-ils compter pour sauver leur « dignité » quand l'État lui-même, et jusque dans la conception de ses politiques sociales, mime le comportement du marché en punissant les perdants et en récompensant les gagnants ? Le gouvernement détruit-il pas sa propre capacité d'être protagoniste de la justice sociale en acceptant d'entrer dans les rites initiatiques d'un monde de loups où pour prétendument combattre la pauvreté il doit

hurler contre les pauvres sous prétexte de ne pas démotiver les riches et les « entrepreneurs » à produire de la richesse ?

Comment le pouvoir politique peut-il convoquer une authentique mobilisation populaire pour une solution durable à la pauvreté lorsqu'il se transforme lui-même en une cause du problème ? (...)

À peu près tous les grands mouvements sociaux qui se préoccupent de la pauvreté sur la base d'une éthique de la dignité humaine, de la justice sociale et des droits fondamentaux, regroupements de femmes, centrales syndicales, organismes populaires, églises et autres se retrouvent aujourd'hui avec la Coalition nationale sur l'aide sociale pour demander au gouvernement de rectifier son injustifiable orientation de contrôle et de compressions dans les mesures de redistribution de la richesse destinées aux plus pauvres. Celui-ci ne semble pas prendre au sérieux ce discours. Sans doute se dit-il que ces gens-là ne sont pas conscients des exigences de l'intégration du Québec à l'économie mondiale.

Nous estimons pour notre part que la ligne politique qui prévaut actuellement dans l'équipe gouvernementale procède d'une mauvaise lecture des dynamismes de notre société. À vouloir faire des Québécois des clones du pur spécimen de l'individualisme libéral, on risque de détruire les fibres de notre tissu social les plus porteuses d'un authentique tonus de développement. Quand nous voyons des hommes d'affaire rêver de faire fortune en vendant l'eau ou quand nous observons certaines tendances à assimiler des sujets aussi graves que l'euthanasie ou la peine de mort à des méthodes de gestion des coûts sociaux, nous nous disons qu'il est grand temps de mettre fin au forcing néolibéral visant à tout ravalier au rang de la marchandise. L'être particulier que nous sommes comme peuple peut survivre à un certain émondage de la réglementation publique, mais sûrement pas à la coupe à blanc de notre écosystème éthique.



Louise Harel

Élections 97

Quinze comtés à surveiller au Québec

ALEXANDRE LÉVÊQUE
et MARIO FONTAINE

Une quinzaine de circonscriptions sur les 75 que compte le Québec seront à surveiller tout particulièrement au cours de la campagne électorale qui s'amorce. Parce qu'elles n'existaient pas avant, que leurs frontières ont été modifiées, que de gros candidats s'y affrontent ou que l'inconnue que représente le vote conservateur peut y changer la donne.

La nouvelle carte électorale, adoptée en décembre dernier et qui s'applique depuis samedi, a changé les limites de la quasi-totalité des comtés. Si on applique les résultats des élections de 1993 aux nouvelles circonscriptions, on constate que la réforme n'a pratiquement aucun effet dans l'ensemble.

Au total, le redécoupage ferait perdre un siège au Parti libéral au profit du Bloc québécois, le PLC obtenant 18 députés au lieu de 19 en 1993, et le Bloc 55 au lieu de 54. Quant au chef conservateur Jean Charest, la modification de la carte ne l'affecterait pas.

Si l'effet du redécoupage est, dans l'ensemble, presque neutre, de belles batailles sont toutefois à prévoir dans un certain nombre de comtés cibles. Parmi les luttes les plus serrées, on retrouve les circonscriptions montréalaises de Ahuntsic, Bourassa et Verdun-Saint-Henri, ainsi que celle de Gaspé-Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine.

Avec la transposition des votes, Ahuntsic passe de bloquiste à libérale, mais par une faible majorité de 747 voix. Les résultats sont souvent serrés dans cette circonscription du nord de la métropole. Même chose dans le comté voisin de Bourassa, arraché en 1993 au terme d'un long recomptage par le bloquiste d'origine chilienne, Osvaldo Nuñez. La nouvelle donne électorale offre aujourd'hui une mince avance au libéral Denis Coderre, qui « travaille » le comté depuis quatre ans. Battu en 1993 par M. Nuñez, M. Coderre avait déjà échoué lors d'une partielle dans Laurier-Sainte-Marie en 1990 contre Gilles Dupeppe, et en 1988 dans Joliette. Cette fois sera la bonne, jure-t-il.

Le résultat est également imprévisible dans Verdun-Saint-Henri, né de la fusion de Verdun et de Saint-Henri-Westmount. Le vote fortement libéral de Westmount s'en va en effet dans une circonscription qui s'appellera Westmount-Ville-Marie, laissant plus de place au candidat bloquiste dans Verdun-Saint-Henri.

Quant à Gaspé-Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine, la majorité après transposition est de 35 voix en faveur du PLC. Mais le député libéral Patrick Gagnon a connu sa part de difficultés au cours du dernier mandat. La réforme de l'assurance-emploi, couplée au moratoire tout juste levé sur la pêche à la morue, ne sont pas de nature à l'aider. De plus, les électeurs ont voté pour le Parti québécois en 1994 et appuyé l'option souverainiste à 56 % au référendum de 1995.

AHUNTSIC		
Vote 1993	Transposé	majorité
PLC	747 voix	1,3%
Référendum 1995		
OUI.....		38,2%
NON.....		61,8%
francophones.....		64,1%
non-francophones.....		35,9%

ANJOU RIVIÈRE- DES-PRAIRIES		
Vote 1993	Transposé	majorité
BQ	1 506 voix	2,9%
Référendum 1995		
OUI.....		40,0%
NON.....		59,1%
francophones.....		67,8%
non-francophones.....		32,2%

BEAUCE		
Vote 1993	Transposé	majorité
Indépendant	2056 voix	4,1%
Référendum 1995		
OUI.....		43,7%
NON.....		56,3%
francophones.....		99,2%
non-francophones.....		0,8%

BELLECHASSE MONTMAGNY L'ISLET		
Vote 1993	Transposé	majorité
BQ	1757 voix	4,1%
Référendum 1995		
OUI.....		46,1%
NON.....		53,9%
francophones.....		99,2%
non-francophones.....		0,8%

BOURASSA		
Vote 1993	Transposé	majorité
PLC	616 voix	1,3%
Référendum 1995		
OUI.....		41,2%
NON.....		58,8%
francophones.....		72,7%
non-francophones.....		27,3%

Comtés bloquistes
qui ont voté NON

Six autres circonscriptions dont l'issue du scrutin devrait être relativement serrée présentent des caractéristiques communes. Il s'agit de comtés qui ont élu un député bloquiste, mais dont le résultat référendaire se situe entre 52,3 % et 59,7 % en faveur du NON.

BROME MISSISQUOI		
Vote 1993	Transposé	majorité
BQ	1883 voix	4,4%
Référendum 1995		
OUI.....		41,3%
NON.....		58,7%
francophones.....		77,9%
non-francophones.....		22,1%

BROSSARD LAPRAIRIE		
Vote 1993	Transposé	majorité
BQ	3262 voix	6,3%
Référendum 1995		
OUI.....		40,3%
NON.....		59,7%
francophones.....		69,9%
non-francophones.....		30,1%

GASPÉ BONAVENTURE ÎLES-DE-LA-MAD.		
Vote 1993	Transposé	majorité
PLC	35 voix	0,0%
Référendum 1995		
OUI.....		56,0%
NON.....		44,0%
francophones.....		89,1%
non-francophones.....		10,9%

LAVAL-OUEST		
Vote 1993	Transposé	majorité
PLC	1823 voix	3,0%
Référendum 1995		
OUI.....		39,8%
NON.....		60,2%
francophones.....		66,2%
non-francophones.....		33,8%

OUTREMONT		
Vote 1993	Transposé	majorité
PLC	2795 voix	6,0%
Référendum 1995		
OUI.....		36,9%
NON.....		63,1%
francophones.....		52,7%
non-francophones.....		47,3%

C'est le cas d'Anjou-Rivière-

SAINT-LAMBERT		
Vote 1993	Transposé	majorité
BQ	6422 voix	13,1%
Référendum 1995		
OUI.....		47,7%
NON.....		52,3%
francophones.....		76,5%
non-francophones.....		23,5%

SAINT-AURICE		
Vote 1993	Transposé	majorité
PLC	5688 voix	11,8%
Référendum 1995		
OUI.....		56,3%
NON.....		43,7%
francophones.....		98,6%
non-francophones.....		1,4%

SHERBROOKE		
Vote 1993	Transposé	majorité
PC	7834 voix	14,0%
Référendum 1995		
OUI.....		52,3%
NON.....		47,7%
francophones.....		91,6%
non-francophones.....		8,4%

VAUDREUIL		
Vote 1993	Transposé	majorité
BQ	3873 voix	7,9%
Référendum 1995		
OUI.....		42,9%
NON.....		57,1%
francophones.....		75,9%
non-francophones.....		24,1%

VERDUN SAINT-HENRI		
Vote 1993	Transposé	majorité
BQ	284 voix	0,6%
Référendum 1995		
OUI.....		42,8%
NON.....		57,2%
francophones.....		69,6%
non-francophones.....		30,4%

des-Prairies, un autre comté baromètre dans lequel la majorité transposée de 1506 voix en faveur du bloquiste Roger Pomerleau pourrait être menacée par la candidature libérale d'Yvon Charbonneau, jus-

qu'à récemment député du PLQ à l'Assemblée nationale. La candidature de l'ancien maire d'Anjou, Jean Corbeil, qui revient défendre les couleurs du Parti conservateur, pourrait toutefois brouiller les cartes en divisant le vote fédéraliste.

Pour ce qui est de Bellechasse-Montmagny-L'Islet et Brome-Missisquoi, la majorité bloquiste transposée se situe légèrement en deçà de 2000 voix. Mais les fortes majorités conservatrices de 1984 et 1988 donnent à croire qu'une large proportion du vote conservateur est passée aux mains des bloquistes en 93, les libéraux conservant à peu près les mêmes pourcentages d'une élection à l'autre. La question est de savoir si le BQ en profitera de nouveau.

Quant à Vaudreuil, elle passe aux mains du Bloc québécois avec la redéfinition des frontières électorales. Le Bloc y dispose sur papier, selon la transposition, d'une majorité de près de 4000 voix. Finalement, les deux circonscriptions nouvellement formées de Brossard-LaPrairie et Saint-Lambert semblent offrir des majorités relativement confortables au Bloc québécois. Mais attention, le NON l'a emporté dans ces deux comtés lors du référendum de 1995.

Les circonscriptions de Laval-Ouest et d'Outremont pourraient également fournir des résultats serrés. Le Parti libéral ne peut compter que sur de modestes majorités dans ces deux comtés pourtant à forte majorité fédéraliste, où le NON a respectivement obtenu 60,2 % et 63,1 % des voix.

Beauce, quant à elle, présente un intérêt particulier, étant la seule à avoir élu un député indépendant au Canada en 1993, Gilles Bernier, dont Kim Campbell ne voulait plus dans l'équipe conservatrice. Cependant M. Bernier ne sollicite pas de renouvellement de mandat. Le Bloc québécois était arrivé second en 1993, à 2056 voix du candidat indépendant, et le NON a obtenu 56,3 % d'appuis en 1995.

Une curiosité : des trois chefs de parti se présentant au Québec, Jean Chrétien, Jean Charest et Gilles Dupeppe, les deux premiers risquent de devoir passer plus de temps dans leur propre circonscription qu'ils le voudraient. Et l'appui au OUI au référendum, à 56,3 % dans Saint-Maurice et à 52,3 % dans Sherbrooke, n'a rien pour les rassurer.

Le candidat défit au leadership bloquiste, Yves Duhaime, représente un opposant solide pour Jean Chrétien, tandis que Jean Charest affronte son ancien organisateur devenu libéral, Martin Bureau, ce qui pourrait diviser le vote fédéraliste et profiter au Bloc québécois.

Cette division du vote fédéraliste représente la grande inconnue de ces élections. En 1993, bon nombre de députés du Bloc québécois ont profité de cette division. Une autre inconnue est la force réelle des conservateurs qui, selon les récents sondages, pourraient gruger la clientèle du Bloc.

Alexandre Lévesque est étudiant à la maîtrise en sciences politiques à l'Université de Montréal. Il a participé à la rédaction de cet article dans le cadre d'un stage.

EN BREF

50 % des électeurs
approuvent Chrétien

Selon un sondage Gallup réalisé entre le 10 et le 16 avril, exactement la moitié des Canadiens d'âge adulte approuvent la façon dont Jean Chrétien accomplit sa tâche de premier ministre alors que 32 % la désapprouvent et que 18 % n'ont exprimé à ce sujet aucune opinion. C'est la première fois depuis le début de l'année que le degré de satisfaction des électeurs canadiens à l'endroit de M. Chrétien atteint la marque des 50 %. C'est au Québec que M. Chrétien soulève l'appréciation la plus faible : 38 %, contre 40 % de désapprobation et 22 % de « sans opinion ». En Ontario, 59 % des électeurs approuvent la façon de s'acquitter de ses fonctions du premier ministre, comparativement à 52 % autant dans les Maritimes et les Prairies et 49 % en Colombie-Britannique.

Jamais sans mon gym

Il y en a qui ne partent jamais le matin sans un oeuf : Jean Charest, lui, ne commence jamais sa journée sans sa séance d'entraînement en gymnase, campagne électorale ou non. Tous les matins, vers 6 h 30, le chef conservateur s'installe sur une bicyclette stationnaire ou sur quelque autre appareil de conditionnement physique pour une petite heure. En trois ans, avec de nouvelles habitudes alimentaires, M. Charest, âgé de 38 ans, a réussi à retrouver une taille svelte et un bien-être physique et intellectuel qu'il ne cesse de louer. Et gare à ses organisateurs qui tenteraient de lui louer une chambre dans un hôtel ou il n'y a pas de gymnase ou qui voudraient lui programmer quelque chose en même temps que sa sacro-sainte séance d'entraînement.

Où est le Radio Shack ?

Un vieux chauffeur d'autobus de la caravane de Jean Charest, habitué des campagnes électorales, s'étonne des transformations qui se sont produites ces dernières années chez la gent journalistique qui accompagne le

chef. « Autrefois, dit-il, la première chose que les journalistes me demandaient quand nous entrions dans une ville, c'était de savoir où se trouvait le meilleur restaurant. Aujourd'hui, avec toute la quincaillerie électronique qu'ils transportent et qui est toujours brisée, la première chose qu'ils me demandent c'est où se trouve Radio Shack. »

La porte pour le député Jacob

Le député Jean-Marc Jacob attribue à sa tentative de devenir maire de Charlesbourg le mécontentement des membres du Bloc québécois, qui lui ont montré la porte de sortie lors de l'assemblée d'investiture. « Les gens se sont dits que j'avais voulu abandonner le Bloc, ils me l'ont donc fait quitter. » Jean-Marc Jacob est le deuxième député du Bloc à subir la défaite lors d'assemblées d'investiture. Lundi soir, les membres du Bloc québécois ont choisi Richard Marceau pour les représenter. « Je reste membre du Bloc et je demeure profondément souverainiste », a cepe ndant ajouté M. Jacob.

Inondations au Manitoba

Accusé par les Manitobains de manquer de respect et de compassion en déclenchant les élections au moment où la province lutte contre les inondations, Jean Chrétien n'a fait que surfer hier sur ce délicat sujet. À ceux qui lui demandent de retarder les élections pour laisser le temps au Manitoba de se sécher, il répond : « Le gouvernement fait tout ce qui est possible pour aider les gens du Manitoba. J'ai demandé à mes candidats de travailler d'abord à ça. » De plus, ajoute le premier ministre, le fédéral paiera jusqu'à 90 % des dégâts causés par les inondations.

Programme reconduit

Le programme de lutte contre le sida et de soutien aux personnes atteintes par la maladie sera reconduit l'an prochain. Au total, les libéraux s'engagent à injecter un peu plus de 200 millions \$ sur cinq ans, soit 41 millions \$ par année dès la fin du présent programme en avril 1998. Le programme est destiné aux personnes atteinte du sida.

Sondeurs et publicistes
aiment bien le slogan du Bloc

DENIS LESSARD

Des slogans choisis par les principaux partis politiques en campagne au Québec, c'est celui du Bloc québécois, *Parole de Québécois*, qui frappera le plus les électeurs, estiment sondeurs et publicistes.

Chaque parti a clairement voulu faire vibrer des cordes sensibles, apparentes dans les enquêtes sur les préoccupations des électeurs québécois.

Fait inusité, certains des spécialistes ne connaissaient pas encore les slogans des campagnes libérale et conservatrice, *Agir ensemble* pour le PLC, et *L'avenir commence maintenant* pour les conservateurs. Si le message du Bloc était mieux connu, c'est probablement parce qu'il est déjà dans la rue.

Lili Côté, créatrice qui a participé au positionnement du Bloc, souligne que *Parole de Québécois* reflète clairement le rôle du Bloc aux Communautés. Elle explique : « Le Bloc est là pour toi. *Parole de Québécois*. La parole, c'est le début de tout, le Bloc c'est la voix du Québec, et une voix, ça parle. On donne notre parole et on prend la parole. » Mme Côté avait participé à la campagne percutante de Jean Chrétien en 1993, *Drôle de gueule... mais quel discours*.

« La campagne est courte, les partis doivent chercher une identification immédiate », précise Jacques Duval, de Marketel. Or, les slogans conservateur et libéraux pourraient être échangeables, note-t-il.

Selon Jean-Marc Léger, de Léger Léger, « ce n'est pas un slogan qui fait changer des votes », mais *Parole de Québécois* « c'est comme un engagement, et ça aurait été nettement suffisant, car l'autre partie (*Le Bloc est là pour vous*) est un peu inutile, trop générale. »

Un des gourous parmi les publicistes de Montréal, Jean-Jacques Strélski, estime prévisible le slogan du Bloc : « La position du parti à Ottawa est ambiguë mais son message

est clair, direct, le plus net et le plus susceptible d'avoir de l'impact. »

Claude Gauthier, de CROP, trouve que les libéraux ont misé juste en parlant d'action et d'unité avec leur slogan *Agir ensemble*. Le besoin d'harmonie, d'entente, la fin des chicanes, c'est certainement une constante qu'on retrouve dans les groupes témoins qui servent à tester ces slogans avant de les adopter. Grégoire Gollin, sondeur de Créatec, abonde dans le même sens : « Les gens sont tannés de voir les politiciens se battre au-dessus d'eux pendant qu'ils sont dans la misère. » Pour Jean-Marc Léger, « ça frappe sur les bonnes cordes, mais cela reste des vieux concepts, des vieux mots, c'est correct, mais personne ne va se souvenir de ça ».

Cette idée ne séduit pas les communicateurs et, pour Jacques Duval, il s'agit d'un slogan passe-partout qu'aurait pu proposer un autre parti, à un autre ordre de gouvernement. « *Agir et ensemble*, ce sont des mots clés, c'est ce qu'il faut dire, mais les créateurs doivent donner du coeur à des idées comme ça », lance-t-il.

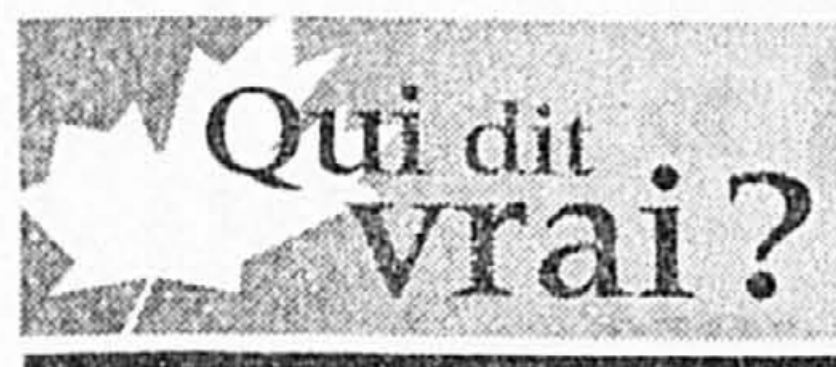
« Les Québécois sont tannés des chicanes, mais *Agir ensemble* c'est peut-être un peu flou », commente Strélski.

Grégoire Gollin, trouve de nombreux arguments en faveur du slogan conservateur *L'avenir commence maintenant*. « Les gens ont vécu une période difficile, et ils veulent clairement tourner la page, c'est aussi une corde sensible, mais c'est un peu trop large », résume-t-il.

« C'est vraiment dilué, c'est insipide », observe Jean-Marc Léger qui ajoute : « C'est clairement centré sur Charest qui représente l'avenir pour bien des gens. »

« L'avenir, pour Charest, ça paraît pertinent, c'est le message le plus optimiste », commente Strélski.

Élections 97



L'avant-bras

ANDRÉ PRATTE

Le premier ministre Chrétien a annoncé lundi qu'il mettrait « fin aux compressions dans les paiements de transfert aux provinces ». Comme beaucoup de ce que nous disent les politiciens, cela n'est pas tout à fait vrai. Sans être tout à fait faux.

M. Chrétien a annoncé que le plancher de ces paiements, fixé à 11 milliards par le budget de 1996, sera haussé. Ces sommes — qu'Ottawa verse aux provinces pour les aider à financer leurs programmes de santé, d'éducation et d'assistance sociale — ne pourront plus tomber sous les 12,5 milliards.

La fin des compressions? Non. Cette année, les paiements fédéraux seront de 2,4 milliards plus bas que l'an dernier. Rien dans l'annonce de lundi ne permettra aux provinces de mettre un terme à leurs propres mesures d'austérité. La régie régionale de la santé de Montréal ne prévoit aucun changement dans ses plus récents plans de réductions budgétaires (226 millions pour 1997-1998). Les hôpitaux fermés le resteront, et le virage ambulatoire se poursuit.

C'est en 1998-1999 que le changement annoncé par le gouvernement libéral commencera à faire une différence. Alors que les paiements de transfert en espèces devaient baisser encore à 11,8 milliards, ils seront bloqués dans leur chute par le nouveau plancher. À 12,5 milliards.

Le gouvernement québécois recevra donc, en 1998-1999, 185 millions de plus que ce qu'il attendait. La fin des compressions? Non. Puisque Québec obtiendra tout de même 1,5 milliard de moins que ce qu'il aurait empêché sans les compressions annoncées au cours des années précédentes par le ministre des Finances, Paul Martin.

À l'échelle du pays depuis 1994-1995, le gouvernement Chrétien a réduit le niveau de financement de la santé et des programmes sociaux de près de sept milliards. La première promesse électorale des libéraux n'y change rien, mais elle empêche une diminution supplémentaire de un milliard et demi.

C'est l'économiste de la firme Lévesque, Beaubien, Geoffron, Clément Gignac, qui a le mieux résumé le sens de cet engagement: « Ottawa avait dit aux provinces: "On va vous couper la main et l'avant-bras." Maintenant il leur dit: "Bon, vous pouvez garder votre avant-bras." »

En conférence de presse hier — entouré d'affiches où l'on pouvait lire qu'il fallait voter libéral, entre autres choses, pour « protéger notre système de santé » — M. Martin a dénoncé le programme conservateur en cette matière. Jean Charest propose de remplacer les paiements comptant par des points d'impôt. Ce faisant, affirme le Parti libéral, M. Charest « éliminerait la capacité du gouvernement de veiller à l'application des principes » de la Loi sur la santé.

La propagande partisane produit des épouvantails en série. En réalité, les conservateurs suggèrent une entente formelle — la Garantie canadienne de la santé — par laquelle les gouvernements provinciaux s'engageraient à respecter des normes semblables à celles prévues par la Loi de la santé. Est-ce réaliste? Est-ce souhaitable? Cela reste à voir. Mais chose certaine, ce n'est pas le vide absolu que laissent entrevoir les libéraux.

Manning dévoile le programme électoral... des libéraux

DENIS LESSARD

Réélu, le gouvernement Chrétien « travaillerait à la reconnaissance constitutionnelle du caractère distinct du Québec », un geste qui n'accordera pas plus de pouvoir ou d'argent aux Québécois par rapport au reste du pays. Il proposera aussi d'enchaîner dans la Constitution les vetos régionaux, déjà prévus dans une loi fédérale.

S'il était réélu, le PLC n'abaîsserait pas les impôts dans un avenir prévisible, mais amorcerait une série de mesures dans les secteurs de la santé et de l'éducation représentant une facture totale de 6,5 milliards au cours des cinq prochaines années.

Contre toute attente, c'est le chef du Parti réformiste, Preston Manning, qui a divulgué hier, à Québec, le programme électoral du PLC, « Bâtir notre avenir ensemble », que devait rendre public Jean Chrétien demain, à Ottawa. « Goodbye Red Book; Hello check-book », a résumé, incisif, le chef réformiste devant la liste des promesses libérales.

L'authenticité du document d'une centaine de pages diffusé par M. Manning a été indirectement confirmée par M. Chrétien en tournée électorale à Vancouver. « C'est possible, des copies ont été imprimées », a-t-il laissé tomber. Soulignant ne pas avoir idée de la provenance de la fuite, un pavé dans la mare pour les libéraux, il a ajouté: « Si je le savais, il y aurait un employé de moins. »

Hier soir, le premier ministre s'est adressé aux journalistes, dans l'avion, pour tenter de tourner en ridicule la manœuvre de Manning disant, entre autres, que le Parti réformiste avait enfin trouvé un programme électoral populaire.

Mais les libéraux n'en ont pas moins modifié leurs plans. De sorte



Contre toute attente, c'est le chef du Parti réformiste, Preston Manning, qui a divulgué hier, à Québec, le programme du PLC.

que leur nouveau livre rouge sera lancé en catastrophe cet après-midi, à Saskatoon.

La part du lion

Des 6,5 milliards d'engagements recensés dans le programme, la part du lion avait déjà été annoncée, soit l'élimination de compressions annoncées dans les transferts sociaux aux provinces d'une valeur de 4,8 milliards d'ici 2001-2002.

Annuellement, un programme de lutte contre le sida recevra 40 millions; une initiative pour les étudiants qui ont des enfants obtiendra 60 millions; la recherche industrielle, 34 millions; les jeunes autochtones, 54 millions. La lutte contre le crime organisé recevra 30 millions de plus par année. Le Conseil des arts du Canada recevra 25 millions de plus, on aidera da-

vantage l'édition, l'action bénévole et le sport amateur.

Mais pas de baisse d'impôts en vue. « Le moment d'une baisse générale des impôts arrivera quand nous pourrons nous le permettre comme société, quand on aura des garanties qu'elle pourra être permanente. » Proposer une telle baisse supposerait que « la lutte contre le déficit est terminée. Or, elle ne l'est pas. »

En tournée près de Toronto, le chef conservateur Jean Charest a souligné que « le gouvernement libéral, qui n'avait pas un sou jusqu'au déclenchement des élections, découvre des milliards », ajoutant: « Cela prouve jusqu'à quel point ils improvisent, à quel point ils n'ont pas de plan. » Le chef conservateur s'en est pris surtout à ce qu'il décrit comme une volte-face sur la santé. « Après avoir fait une boucherie des programmes de santé, ils décident soudainement de changer d'idée », a lancé M. Charest.

Pas plus de pouvoirs

Dans le dossier de l'unité canadienne, le document du PLC précise qu'« un nouveau gouvernement libéral travaillera avec les provinces, vers la reconnaissance constitutionnelle du caractère distinct du Québec, qui comprend une majorité francophone, une culture unique et une tradition de droit civil », affirme la version anglaise du document.

Mais « cette reconnaissance ne donnerait pas aux Québécois plus de pouvoirs, de privilèges ou d'argent qu'aux autres Canadiens », précise-t-on vraisemblablement pour calmer des inquiétudes au Canada anglais. Pour le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, cet engagement « n'a aucune portée » et constitue un simple retour à Charlottetown.

Duceppe accuse Ottawa d'être responsable des petites misères du Parti québécois

KATIA GAGNON SAINT-HYACINTHE

Les piètres résultats obtenus par le Parti québécois lors des deux élections partielles tenues avant-hier sont un « message » à l'endroit du gouvernement péquiste auquel Lucien Bouchard devra « réfléchir », estime le chef du Bloc québécois, qui a lui aussi écopé de sa part de problèmes lors d'une première journée de campagne plutôt maladroite.

Mais Gilles Duceppe ne craint pas que le mouvement d'humeur des citoyens de Prévost et de Beauce-Sud se répercute sur le vote bloquiste, puisque les électeurs ont « assez de maturité » pour comprendre que les décisions impopulaires du gouvernement péquiste ont été causées, dans bien des cas, par les compressions fédérales, soutient-il.

Et c'est là le rôle du Bloc, dit-il: démontrer que le gouvernement fédéral est le grand responsable de la misère économique des Québécois. « C'est une raison de plus pour nous d'expliquer que les difficultés auxquelles M. Bouchard fait face dans bien des cas sont causées par le pelletage du fédéral. Le gouvernement du Québec doit bouger dans une camisole de force. »

Mais le chef du Bloc n'a pas eu que les résultats des partielles à di-



Le chef bloquiste a visité hier une fromagerie de Sorel.

gérer, lors de cette journée où il a tenté d'imposer le thème de l'agriculture en se rendant dans la capitale québécoise de l'agroalimentaire, Saint-Hyacinthe.

M. Duceppe n'aurait pu choisir pire moment pour fustiger, au nom de l'équité envers le Québec, les généreuses subventions accordées par le fédéral aux provinces de l'Ouest, alors que des milliers d'agriculteurs manitobains viennent de perdre tous leurs biens dans les flots débordants de la rivière Rouge.

« Ce n'est pas une question

d'empathie, c'est une question de faits. On parle de statistiques des dix dernières années. On doit en tenir compte. On ne blâme pas l'Ouest, on blâme le gouvernement fédéral », tranche Gilles Duceppe, évoquant un « manque à gagner de cinq milliards » pour le Québec depuis dix ans en matière agricole.

Lors de son second mandat, le Bloc réclamera donc que le Québec obtienne « sa juste part » des subventions fédérales, afin de combler « l'écart immense » qui demeure entre les subventions que reçoivent les agriculteurs québécois et celles

dont bénéficient les fermiers de l'Ouest, qui obtiennent notamment la part du lion des subventions en matière de recherche agricole: près de 71 % des dépenses fédérales, s'indigne le chef bloquiste.

Un peu plus tôt en journée, M. Duceppe s'est également retrouvé dans l'embarras lors de la visite d'une fromagerie de Sorel. Son hôte, Jean-Pierre Chalifoux, a exprimé de sérieuses réserves quant aux normes qui s'appliquent chez la dizaine de producteurs québécois de fromage au lait cru, qui sont au coeur d'une des batailles les plus médiatisées du Bloc québécois aux Communes.

« Il y a de la place pour le fromage au lait cru. Mais les gens ne feront pas la différence entre le lait cru et les autres fromages. S'il y a un problème d'intoxication, je ne voudrais pas que ça passe sur les dos des fromages au lait pasteurisés. Si on demande à la laiterie Chalifoux d'avoir des normes, il faut avoir les mêmes pour tout le monde », a-t-il lancé devant un parterre de journalistes... et un Gilles Duceppe visiblement mal à l'aise.

Le chef du Bloc a finalement conclu sa journée de campagne par une visite de la faculté de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe. Malheureusement, il y a rencontré bien peu d'électeurs: l'école était presque totalement désertée par les étudiants, qui préparaient leurs examens de fin d'année.

Les roues de secours

campagne s'annonce dangereusement longue pour les meneurs de la course.

Au jour 4, les Charest, Manning et McDonough sont tous en aussi bonne ou en meilleure posture que prévue. Propulsé par le premier sondage de la campagne, Jean Charest a connu un départ sur les chapeaux de roue. Moins spectaculaires, les Manning et McDonough ont quand même réussi à se mettre en piste sans encombre, une sorte de tour de force pour le chef réformiste dont la formation est réputée pour sa propension aux accidents de parcours. Si un problème les guette tous au tournant, ce serait celui de manquer de carburant.

Jean Chrétien et Gilles Duceppe par contre ont vite installé leurs roues de secours. Entre le libéral et celui du Bloc québécois, il est difficile de savoir à qui décerner la

prime du départ le moins réussi. Seuls parmi les cinq chefs en lice à trouver utile la tenue d'élections hâtives, les Chrétien et Duceppe ont pourtant semblé être ceux que la campagne prenait le plus au dépourvu.

Avec l'avantage du choix du moment, le premier ministre a confondu tout le monde dimanche en éprouvant des difficultés visibles à expliquer sa propre décision de tenir hâtivement des élections. Pendant un moment, Jean Chrétien a eu l'air d'un élève au volant qui aboutit par erreur sur une autoroute.

Et, à la confusion du premier ministre, s'ajoute la desinvolture de son vis-à-vis bloquiste. Jamais dans l'histoire du Canada un chef de l'opposition officielle n'aura fait aussi peu de cas du déclenchement d'élections que Gilles Duceppe.

Même la déclaration d'usage, qui permet au principal interlocuteur du gouvernement de lui donner la réplique et de délimiter son propre message, a été escamotée.

Les Chrétien et Duceppe ont ensuite en commun le recours le plus rapide à leurs roues de secours. À cet égard, Paul Martin est à Jean Chrétien ce que Lucien Bouchard est à Gilles Duceppe. On a misé tout de suite sur eux pour faire oublier les ratés du départ.

De tout temps, les premiers jours des campagnes ont été consacrés au rodage des machines électorales. Cela ne signifie pas que les erreurs de départ soient inoffensives. En 1988, le chef du NPD, Ed Broadbent, avait d'emblée traité le débat entourant le traité canado-américain de libre-échange comme une question parmi tant d'autres. Quand le sujet s'est retrouvé au

coeur de la campagne, il n'a jamais réussi à remettre sa formation complètement en piste. Pour avoir manqué le premier panneau du trajet électoral, le NPD a passé le dernier droit de la campagne presque en marge de la vraie course.

En 1993, Kim Campbell, avec des déclarations candides sur la ténacité du problème du chômage, aurait aussi bien pu expédier le Parti conservateur dans le fossé en partant. Sa sortie avait fourni à Jean Chrétien une ouverture pour la doubler et s'emparer du créneau le plus lucratif en termes de votes, celui de l'espoir. Avec les résultats que l'on sait.

En démarant de travers, les Chrétien et Duceppe ont laissé filer leur meilleure chance d'infléchir l'orientation de la campagne qui commence. Ils risquent de le regretter.



Chantal Hébert

Si la campagne fédérale était une course automobile, elle compterait 36 tours, pour chacun des jours qui séparent le signal du départ du jour du vote. Et si les trois premiers tours sont symptomatiques du reste du parcours, la

Élections 97

« L'unité passe par des finances saines »

Le secret, selon le premier ministre Chrétien, c'est un pays en bonne santé

VINCENT MARISSAL
VANCOUVER

L'unité du Canada passe par un bon gouvernement et des finances saines, affirme Jean Chrétien, qui est persuadé que le travail de son gouvernement depuis 1993 a réhabilité les libéraux aux yeux des Québécois.

Le secret de l'unité nationale, selon le premier ministre sortant, « c'est d'avoir un bon gouvernement et un pays en santé ».

« Un des arguments que l'on avait contre le Canada, a-t-il dit hier à Vancouver, c'est que c'était un pays en faillite. Ce n'est plus le cas. » Curieux retour de balancier, M. Chrétien reprend à son compte la philosophie de Lucien Bouchard qui répète depuis des mois que la souveraineté du Québec passe par des finances saines.

Faisant campagne à l'autre bout du pays, au cœur de Vancouver tout en fleurs de pommiers, le chef du PLC se voit en bonne position

au Québec. À la lumière des problèmes du PQ lors des deux parties de lundi et des sondages plutôt mauvais pour le Bloc, M. Chrétien croit que le vent a tourné en sa faveur.

« Il y a quelques années, on ne voulait même pas (nous regarder), a-t-il lancé. Beaucoup pensent qu'ils ont eu un meilleur gouvernement que ce à quoi ils s'attendaient. »

M. Chrétien est convaincu que les Québécois regarderont quel est le meilleur intérêt. Nous avons d'excellents ministres et les Québécois me connaissent bien », dit-il.

Sur le front constitutionnel, Jean Chrétien ne semble pas prêt à aller plus loin que la traditionnelle reconnaissance du caractère distinct du Québec dans la Constitution, un terrain sur lequel il n'avance que sur la pointe des pieds.

Cette question n'est plus du ressort du gouvernement fédéral, selon M. Chrétien. « J'ai toujours dit que j'étais pour, mais M. Bouchard

ne veut pas enchaîner la société distincte et j'ai dit que je ne changerai pas la Constitution sans l'accord du Québec. »

Le baromètre de la confiance des libéraux prend du mieux aussi en Colombie-Britannique, s'il faut en croire M. Chrétien. « Pour la première fois, ce fut très facile de recruter des bons candidats ici en Colombie-Britannique. » L'appui non équivoque du premier ministre néo-démocrate Glen Clark au grand frère fédéral n'inquiète pas Jean Chrétien outre mesure.

Le premier ministre a néanmoins martelé les « valeurs libérales » tendant vers la gauche à l'intention des électeurs du NPD.

La partie sera difficile dans ce coin de pays qui n'a élu que six députés libéraux en 1993. Les néo-démocrates avec deux sièges et les réformistes avec 24 se partagent le reste des comtés. La Colombie-Britannique n'a jamais suivi le courant dominant d'élections au cours des 30 dernières années.



Le premier ministre Chrétien et sa femme Aline ont fait face à des manifestants, hier à Vancouver.

ns région de... ont. Grand b... sol., Tranq... v. et métro... chauff., eau C...

CYCLISTE, beaux mollets mais bon vivant, amat. paysages, bonne cuis., grand air, ch. inspiration dans cadre enchant.

Ch. donner, cha... ns, 6 sem., 2... Gris et blanc... aram. Tél. am... ap. 6h pm.

Tenté par le Tour des Cantons ?

Le Tour des Cantons, c'est un lacs de petites routes bucoliques dans une campagne heureuse, ici et au Vermont. Entre deux belles côtes, il y a une ferme embusquée derrière une allée de tyres, un serpent de ruisseau, un bosquet de fleurs des champs, de la douceur dans l'air. Le soir, c'est la bonne bouffe, la filanderie, les vacances. Et tout ça (presque) sans moustiques.

Alors, on y va?

Du 13 au 18 juillet 1997

Tarif : 433 \$ (taxes incluses)

On vous joue les plus beaux Tours !

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION : (514) 521-TOUR

HEC

Diplôme de 2^e cycle en fiscalité

Pour devenir un spécialiste de la fiscalité

Offert à temps complet ou partiel, ce programme s'adresse aux :

- experts comptables,
- avocats,
- notaires,
- professionnels des ministères du Revenu et des Finances et des institutions financières,
- économistes.

Admission
Trimestre d'automne 1997
Date limite : 15 mai 1997

Conditions d'admissibilité
Posséder un diplôme de 1^{er} cycle universitaire (de préférence en administration, en économie ou en droit) avec une moyenne d'au moins 70 %, ou l'équivalent.

30 crédits (10 cours)

McDonough refuse de faire campagne dans le Manitoba inondé

Presses Canadienne WINNIPEG

Alexa McDonough a renoncé hier à faire campagne dans le sud du Manitoba, dévasté par d'importantes inondations.

La dirigeante du Nouveau Parti démocratique (NPD) et sept candidats locaux ont tenu une conférence de presse afin d'expliquer leur souhait de ne pas faire campagne. Lors de ce point de presse retransmis à la télévision, la leader néo-démocrate a accusé le premier ministre fédéral Jean Chrétien d'avoir fait preuve d'insensibilité en déclenchant des élections alors que plus de 20 000 Manitobains étaient chassés de chez eux par la crue de la rivière Rouge.

A quelques kilomètres de là, des milliers de personnes ont été évacuées, hier, tandis que d'autres demeuraient en état d'alerte. Par ailleurs, des volontaires tentaient de tenir les flots à distance au moyen de digues de sacs de sable.

De son côté, à Montréal, le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, a accusé Mme McDonough de s'être rendue coupable d'opportunisme en se rendant à Winnipeg et en évoquant les inondations dans le but de critiquer les libéraux. « On ne devrait pas se servir de ce qui se passe au Manitoba en ce moment », a-t-il lancé.

Mme McDonough est l'unique leader politique à avoir fait escale à Winnipeg depuis le déclenchement des élections, dimanche dernier. Elle a expliqué sa démarche par le souhait d'obtenir des informations de première main sur les effets des inondations.

« Je ne peux pas dire que je ne me suis pas demandé quelle était la bonne chose à faire, a-t-elle déclaré. J'ai pris le risque que certains interprètent ma décision de venir comme une espèce de manœuvre électorale. »

HÂTEZ-VOUS 24 MOIS SEULEMENT TOUS GARANTIS

LE CENTRE DES PRESQUE NEUVES CHEZ CIRCUIT MERCURY

AU 6300, HENRI-BOURASSA EST, 325-4700

96 MUSTANG DÉCAPOTABLE Automatique, tout équipée, seulement 14 000 km	95 ESCORT LX FAMILIALE 4 cylindres, automatique, climatiser, groupe électrique économique
399 \$/mois	189 \$/mois

VENEZ EN FAIRE L'ESSAI

TAURUS GL 96

- 6 cylindres
- Vitres et verrouillage électriques
- Régulateur de vitesse
- 2 coussins gonflables
- Radio AM/FM stéréo-cassette
- Freins ABS
- Sièges électriques
- Etc., etc., etc.

229 \$/24 mois

96 CONTOUR GL 4 cylindres, climatiser, groupe électrique, C.D.	AUSI À BAS PRIX SUPER SPÉCIAL	96 CROWN VICTORIA - Grand confort - Grand luxe - Petit paiement, tout équipée
199 \$/mois	LINCOLN CONTINENTAL 96 HONDA ODYSSEY 96 THUNDERBIRD LX 96 CAVALIER Z-24 96 AÉROSTAR ALLONGÉ 4 x 4 96	389 \$/mois

96 VILLAGER GS 7 passagers, 6 cylindres, vitres et portes électriques, régulateur de vitesse, volant inclinable	96 PICK-UP S-10 KING CAB 4 cylindres, manuelle, boîte de fibre, 21 000 km
239 \$/mois	239 \$/mois

Circuit MERCURY

*Location 24 mois. Plan Plus Ford avec 2 000 \$ comptant ou échange équivalent plus 1^{er} paiement et dépôt de sécurité. Sur approbation du crédit. Les illustrations servent de référence seulement. Taxes en sus.

SÉANCE D'INFORMATION

7 mai, 18 h (salle Sony du Canada)

École des Hautes Études Commerciales
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 2A7

(514) 340-6151
Registraitre.info@hec.ca
http://www.hec.ca

LA FOLIE FURIEUSE CHEZ AVO AUTO MAZDA

DES OFFRES FRACASSANTES SUR LA PLUS ÉCLATÉE DES BERLINES !

Pour un temps limité, offrez-vous la Mazda Protégé SE 1997 en choisissant une de ces trois offres fracassantes :

CLIMATISEUR SANS FRAIS (installé par le fabricant)

OU

CRÉDIT ÉQUIVALENT DE 1 000 \$

OU

179 \$ par mois / location 24 mois

Incluant entretien sans frais

Mazda Protégé Édition Spéciale 1997

MAZDA EMPORTE - MOI

4815, Buchan 737-7373
Une rue au nord de Jean-Talon (coin Victoria)

LE TOUT NOUVEAU WINDSTAR 1998

Seulement **269 \$/mois**

Transport inclus
Aucun dépôt de sécurité requis

- 4 fauteuils capitaine
- Jantes en alliage
- Groupe d'équipements prêt rec. 357 A
- moteur V6 de 2.8 litres, 200 chevaux
- climatiser
- volant réglable avec programmeur de vitesse
- groupe d'équipements électriques
- siège de conducteur basculant / confort
- glaces antidéformables
- porte-bagages
- lecteur de cassettes
- 1^{er} mensualité allégée, homologation, taxes et assurances en sus. Des frais de 80 \$ de km après 36 000 km et d'autres conditions s'appliquent.

2 995 \$	269 \$
1 995 \$	319 \$
995 \$	359 \$

LINCOLN - MERCURY DESLAURIERS AUTOMOBILE

1201, BOULEVARD DES LAURENTIDES, LAVAL
667-7330 / 332-3960 / 1 800 440-9447

Élections 97

La société distincte, une peau de banane en Ontario

GILLES TOUPIN
WATERLOO, Ontario

Les conservateurs du premier ministre ontarien Mike Harris ne se sont pas rués pour venir saluer ces deux derniers jours le lancement de la campagne de Jean Charest en Ontario, pas plus d'ailleurs que le chef conservateur ne s'est pressé pour convaincre l'électorat de la région de Toronto de la pertinence de reconnaître au Québec, comme il est prévu dans la plate-forme de son parti, un statut de société distincte.

Le thème est si impopulaire chez Mike Harris et ses troupes que Jean Charest a sans doute préféré — sans l'avouer ouvertement — orienter ses premières sorties oratoires de la campagne contre Jean Chrétien et autour des grands thèmes clés de sa plate-forme qui sont la création d'emplois, la réduction des impôts de 10 %, l'éducation, la formation permanente de la main-d'œuvre et l'élimination des barrières commerciales interprovinciales.

Pour expliquer son silence sur son engagement pour « la société distincte », dans une province qui est la clé de voûte d'une renaissance électorale potentielle du PPC, M. Charest a déclaré que s'il n'en avait pas encore parlé, c'était parce qu'il avait lancé sa campagne à partir d'événements sur des thèmes spécifiques : « On ne se gêne pas d'en parler quand les gens soulèvent cette question-là. Comme la campagne va durer encore une trentaine de jours, je m'attends à ce qu'on en parle. » Le chef conservateur s'est bien gardé d'affirmer qu'il évoquerait de lui-même la question.

Une chose est certaine, l'Ontario n'est pas le terrain de prédilection pour marcher sur la peau de banane de la « société distincte ». La bataille ici pour les votes du centre droit et de la droite se fait entre les conservateurs et les réformistes. Le débat sur la société distincte pourrait nuire considérablement aux ambitions de Jean Charest dans la province qui compte le plus grand nombre de circonscriptions au Canada (103).

« Moi je pense que non, rétorque-t-il. Être constant en politique a ses avantages à plus long terme. » Il a ainsi rappelé hier la position claire de son parti là-dessus ; il a rappelé qu'il proposait une formule de co-gestion qui pourrait s'exprimer avec d'autres mots que ceux de « la société distincte ». « Tout ça, précise-t-il en ramenant la discussion vers son grand thème de début de campagne, est lié à l'emploi aussi. Ceux qui pensent que c'est une question secondaire, qui pensent que c'est un ballon politique, une occasion de diviser davantage les gens, ceux-là auraient intérêt à se rappeler que l'incertitude politique nous coûte cher au niveau économique. »

Si les conservateurs de Mike Harris se font discrets dans la campagne de Jean Charest en Ontario, c'est qu'une partie de leur clientèle a des sympathies pour le Parti réformiste. Aux dernières élections fédérales, les réformistes et les conservateurs se sont divisés les votes de la droite, permettant ainsi aux libéraux de rafter 98 des 99 circonscriptions de la province. Les conservateurs perdaient eux les 46 sièges qu'ils détenaient et les réformistes, avec 20 % des voix, durent se contenter d'un seul siège.

Jean Charest ne veut pas que ce scénario se reproduise. Il minimise d'abord la discrétion des conservateurs de Mike Harris : « Ils ont été très présents, dit-il, depuis les trois dernières années à l'ensemble de nos événements. C'est la même famille politique, le même groupe d'organisateur. Le président du parti, Peter van Lone, était présent hier (lundi). Il a joué un rôle très actif dans la recherche des candidats. Les députés, les ministres sont souvent très présents à nos événements. »

Ensuite, il se garde bien depuis qu'il est en Ontario de même mentionner le Parti réformiste qui a grugé en 1993 dans les appuis traditionnels des conservateurs. M. Charest veut à tout prix se présenter comme la seule solution de rechange aux libéraux de Jean Chrétien, comme le seul parti d'envergure nationale capable de gouverner. « L'adversaire, a-t-il lancé hier dans un centre commercial de Waterloo, c'est Jean Chrétien et ses libéraux fédéraux, en Ontario et partout au pays. Ça, il n'y a aucun doute là-dessus. »



Le leader conservateur, Jean Charest, explique son programme politique à des jeunes dans un café de Kitchener.

STONIX
GRANIT ET MARBRE

Vente de granit pour Comptoirs de cuisine

10% à 50% de réduction

2 sem. seul du 5 au 19 mai 97

2091, boul. St-Elzéar Ouest
Chomedey, Laval
Tél. : 682-1326

Ouvert tous les jours (incl. sam. et dim.) jusqu'à 15 h

VOTRE VÉHICULE VA SE FÂCHER SI VOUS ALLEZ AILLEURS

MISE AU POINT COMPLÈTE

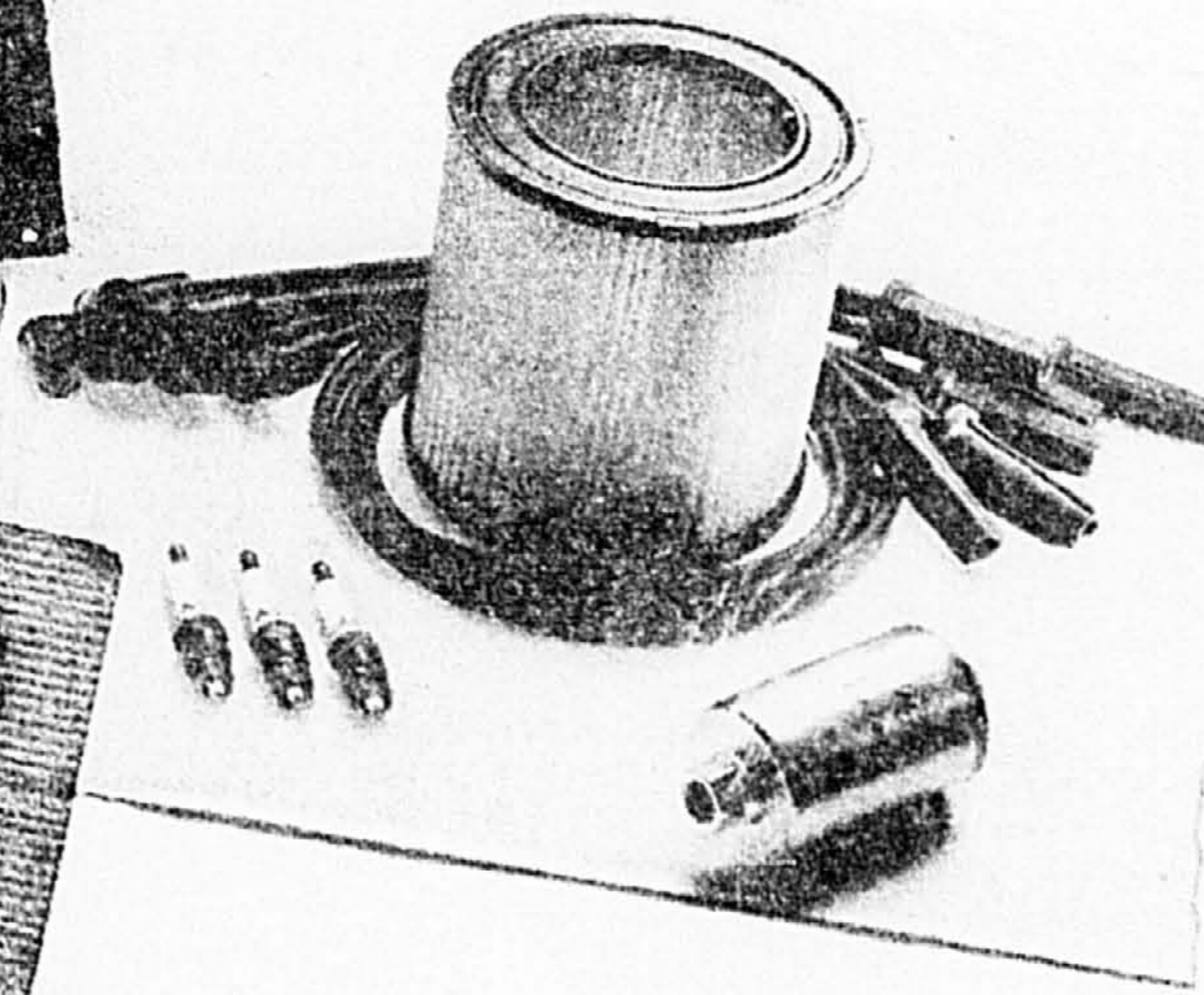
- Vérification par ordinateur.
- Remplacement des filtres à air et à essence.
- Remplacement des bougies. Léger surplus pour les bougies platinees.

- 3 cyl. 119,95 \$
- 4 cyl. 139,95 \$
- 6 cyl. 159,95 \$
- 8 cyl. 169,95 \$

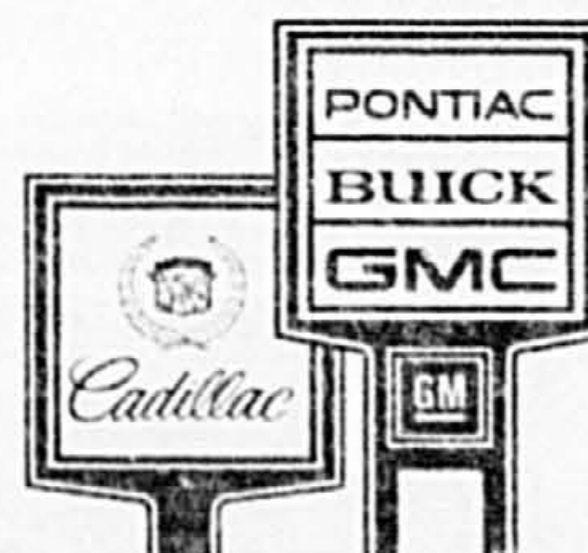
VÉRIFICATION COMPLÈTE DU SYSTÈME D'ALLUMAGE, DU CIRCUIT DE CHARGE, DU CALAGE ET DU RALENTI.

- INSPECTION VISUELLE DES VALVES R.G.E. ET R.G.C.
- NETTOYAGE DU VOLET D'ADMISSION.
- ESSAI ROUTIER.

3 cylindres
119⁹⁵
PRÉX SANS MAUVAISES SURPRISES



Service Goodwrench
Votre véhicule l'exige



Ces offres s'appliquent à la plupart des voitures et camionnettes GM. Prix en vigueur jusqu'au 31 décembre 1997. TPS et TVQ en sus. Voyez votre concessionnaire GM Service Goodwrench pour plus de détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Pour connaître votre concessionnaire GM Goodwrench le plus près, composez sans frais : 1 800 463-7483.

Nouveau président mais même combat

Les camionneurs artisans refusent toujours le système « deux poids, deux mesures »

PIERRE GINGRAS

Le nouveau président de l'Association nationale des camionneurs artisans, Jean-Pierre Garand, compte bien poursuivre la lutte contre la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) afin d'amener la société d'État à appliquer la Loi sur le camionnage de la même façon pour toute l'industrie.

À Sherbrooke, en fin de semaine, au cours du congrès où a été élu M. Garand, les 250 délégués ont adopté une résolution visant à exercer des moyens de pression au moment opportun pour faire bouger la SAAQ. On pourrait notamment bloquer la circulation dans certaines artères, comme cela s'est déjà fait dans le passé.

« Nous voulons d'abord tenter de régler notre différend avec la société avant d'en venir à des gestes. Notre objectif n'est pas de pénaliser de public, bien au contraire: nos demandes auprès de la SAAQ ne peuvent qu'améliorer la sécurité sur nos routes », indique M. Garand.

On reproche à la SAAQ d'appliquer la réglementation selon le système deux poids, deux mesures. Les agents responsables du contrôle routier ne font que s'en prendre aux camionneurs lorsqu'ils constatent une infraction relative à la surcharge, explique le président. Pourtant, la loi est claire, soutient-il. Depuis trois ans, l'expéditeur est aussi responsable du chargement du camion. Or, si à



Jean-Pierre Garand

« Il est facile de dire qu'ultimement, c'est le propriétaire du camion qui est responsable du chargement, mais il n'a souvent pas le choix, dit-il. Sinon l'entrepreneur

chaque année fera affaire avec un camionneur qui est plus compréhensif. Or, si les entrepreneurs étaient poursuivis systématiquement, les cas de surcharge diminueraient très rapidement, ce qui améliorerait la sécurité sur nos routes. »

Selon M. Garand, la SAAQ ne veut pas poursuivre les entrepreneurs, car la preuve est plus difficile à étayer, une situation qui favorise le travail au noir.

« Le pire, c'est que la SAAQ se sert même des entrepreneurs pour poursuivre nos membres », fait-il valoir.

L'Association nationale des camionneurs artisans regroupe 3200 camionneurs effectuant du transport en vrac.

La CEQ dénonce le « manque de transparence » de la politique familiale

GEORGES LAMON

La présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec a dénoncé hier en conférence de presse « tout le secret » qui entoure l'implantation de la nouvelle politique familiale qui doit entrer en vigueur en septembre.

Mme Lorraine Pagé y voit au moins trois raisons: la volonté d'agir rapidement, le lien entre cette politique et la réforme de la sécurité du revenu, et l'opposition de l'Office des services de garde. Elle dénonce le gouvernement, qui « sacrifie tout le monde au nom de son objectif de déficit zéro en l'an 2000 ».

L'absence de concertation fait que « plus le temps est court, plus le secret autour de cette réforme est inquiétant ». Elle déplore d'ailleurs l'absence de représentation de sa centrale et de la Fédération des intervenantes en garderies (FIG-CEQ) au sein des comités.

« On ne nous a pas consultés et les informations dont nous disposons reposent souvent sur des rumeurs, a-t-elle ajouté. C'est le brouillard le plus opaque. Il est anormal que si peu d'informations circulent et que tout se passe en catimini. Cela rend difficiles la planification et l'organisation des services. Il ne reste que deux mois pour interpeller les parents. »

Mais ce n'est pas là la seule difficulté, selon Lorraine Pagé et Chantal Verlinden, de la FIG: il reste avant tout une question d'équité pour les enfants comme pour les parents au sujet de l'accès aux services à 5 \$ par jour.

Elles s'étonnent que ces services soient réservés aux « parents qui travaillent, étudient ou sont engagés dans une démarche de réinsertion sociale ou professionnelle ». Et non aux parents qui demeurent à la maison par choix ou pour prendre soin d'enfants plus jeunes, de parents âgés ou de personnes handicapées. Mme Verlinden note une contradiction entre cette politique et la réforme de la sécurité du revenu (dont le but est d'inciter les mères à retourner sur le marché du travail) et les virages empruntés par le gouvernement.

Quant au service de prématernelle aux enfants de quatre ans des milieux défavorisés, des allophones et des handicapés, à leur avis, il doit se faire dans les établissements et non en milieu familial.

Reste la question d'équité des services éducatifs pour les enfants. Ainsi, ceux de 4 ans en préscolaire seront confiés à des enseignantes bachelrières, ceux en garderie, à des éducatrices détenant un DEC, et ceux des services de garde en milieu familial auront une responsable qui devra acquérir une formation de 24 heures dans un délai de deux ans.

Aussi les deux représentantes imaginent-elles mal comment tous ces enfants recevront des services éducatifs de qualité équivalente. Services qui devront relever essentiellement du ministère de l'Éducation. De son côté, Lise Simard, conseillère à la CEQ, voit aussi des risques de pression à la baisse des salaires et des conditions de travail. Elle doute d'ailleurs des chances d'obtenir cette équité salariale.

Les « Meilleurs achats » de l'année sont encore meilleurs

Achetez ou louez l'un des « Meilleurs achats » de l'année.



LOUEZ CE MEILLEUR ACHAT à partir de **158\$*** par mois/48 mois. Versement initial: **850 \$**
Accent L Achetez à partir de **10 995 \$****

LOUEZ CE MEILLEUR ACHAT à partir de **188\$*** par mois/48 mois. Versement initial: **850 \$**
Elantra GL Achetez à partir de **13 995 \$****

« Meilleur achat », deux années de suite. *Le Magazine Carguide*

« Meilleur achat » 1997. *Consumers Digest*

L'ACCENT L DÉPASSE SES CONCURRENTES*

ÉQUIPEMENT DE SÉRIE	ACCENT L 3 portes - 10 995 \$	CVIC CX 3 portes - 13 495 \$	TERCEL CE 2 portes - 12 498 \$	NEON 2 portes - 14 550 \$
Prix du « Meilleur achat » 1997, Carguide	\$	-	-	-
Retroviseurs extérieurs télécommandés repliables	\$	-	-	-
Miroir de courtoisie sur le pare-soleil droit	\$	-	\$	-
Banquette arrière rabattable	\$	\$	-	-
Cintures de sécurité ajustables en hauteur à l'avant	\$	-	-	-
Télécommande d'ouverture du volet de réservoir	\$	\$	-	-
Indicateur de bas niveau d'essence	\$	-	-	-
Indicateur de portes mal fermées	\$	-	-	-
Éclairage au coffre	\$	-	\$	-
Essuie-glace à balayage intermittent réglable	\$	-	-	\$
Paire-chocs de couleur assortie	\$	\$	-	\$
Bavettes garde-boue avant et arrière	\$	-	-	-
Garantie du groupe motopropulseur	5 ans/100 000 km	5 ans/100 000 km	5 ans/100 000 km	3 ans/60 000 km
Assistance routière	3 ans/60 000 km	-	-	3 ans/60 000 km

L'ELANTRA GL DÉPASSE SES CONCURRENTES*

ÉQUIPEMENT DE SÉRIE	ELANTRA BERLINE - 13 995 \$	CAVALIER de base BERLINE - 14 690 \$	ESCORT LX BERLINE - 15 195 \$	COROLLA DX BERLINE - 16 748 \$
Puissance du moteur (HP)	130	120	110	100
Direction à assistance variable	\$	-	-	\$
Radio stereo AM/FM de luxe	\$	-	\$	\$
avec lecteur de cassettes et 4 hauts-parleurs	\$	-	-	-
Miroir de courtoisie sur le pare-soleil droit	\$	-	\$	-
Boîte à gants verrouillable	\$	-	-	-
Télécommande d'ouverture du coffre	\$	\$	-	\$
Télécommande d'ouverture du volet de réservoir	\$	-	-	\$
Bavettes garde-boue avant	\$	-	-	-
Montre à quartz à affichage numérique	\$	-	\$	\$
Essuie-glace à balayage intermittent réglable	\$	-	\$	-
Transmission automatique en option	4 vitesses	4 vitesses	4 vitesses	3 vitesses
Garantie du groupe motopropulseur	5 ans/100 000 km	3 ans/60 000 km	3 ans/60 000 km	5 ans/100 000 km
Assistance routière	3 ans/60 000 km	3 ans/60 000 km	3 ans/60 000 km	-



*Selon les programmes de location et de financement de Hyundai Credit Canada. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Offre d'une période limitée seulement sur les modèles neufs Accent L 3 portes 1997. PDSF à partir de 10 995 \$, et Elantra GL berline 1997. PDSF à partir de 13 995 \$, taux d'intérêt annuels de 7,3 % / 7,2 %, 158 \$ / 188 \$ par mois pour 48 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location: 7584 \$ / 9024 \$ sur approbation de crédit. Option d'achat: 4752 \$ / 7034 \$. Versement initial de 850 \$ ou échange équivalent en sus de la première mensualité et d'un dépôt de sécurité de 200 \$ / 250 \$. Kilométrage annuel de 20 000 km, 6 c par kilomètre additionnel. **PDSF de l'Accent L 3 portes 1997 à partir de 10 995 \$. PDSF de l'Elantra GL 1997 à partir de 13 995 \$. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et taxes en sus des prix de vente et de location. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Détails chez le concessionnaire. *Fondé sur les données 1997 publiées par les fabricants.

OUEST
Automobiles Ulsan Ltée
1625, boul. Hymus
Dorval 683-5702
Île-Perrot Hyundai
500, boul. Don Quichotte
Île-Perrot 425-2960

SUD
Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly 875-1959
Longueuil Hyundai
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil 670-2080
Les Automobiles Cloginor Inc.
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
348-6817

Hyundai Casavant
2300, boul. Casavant, Ouest
St-Hyacinthe 774-6344
Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 378-4666
Hyundai de Châteauguay
77, boul. St-Jean-Baptiste
Châteauguay 699-8555
Hyundai Varennes
1855, route 132
Varennes 652-4979

NORD
Desmeules Hyundai
1237, boul. des Laurentides
Vimont 668-6393

Hyundai Auto St-Jérôme
1180, boul. des Laurentides
St-Antoine 432-4252
Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Chomedey 682-6000

Hyundai Blainville
1053, boul. Curé Labelle
Blainville 434-5484

Houle et Frères Hyundai
401, boul. des Seigneurs
Terrebonne 471-4647
Hamel Hyundai
885, boul. Arthur-Sauvé
St-Eustache 974-0440

Performe Hyundai
1453, boul. Paquette
Mont-Laurier 623-4844

EST
Hyundai de Lanaudière
1165, rue de Lanaudière
Joliette 759-7669

Coiteux Hyundai
5235, av. Papineau
Montréal 521-3201

Hyundai Repentigny
845, rue Notre Dame
Repentigny 582-3182

Hyundai Sorel-Tracy
1864, rue Marie-Victorin
Tracy 743-1244

Hyundai Gabriel
7020, boul. Henri-Bourassa Est
Montréal 329-7777

LUCIE VOULAIT



CONTRÔLER SON CRÉDIT.

LA MARGE DE CRÉDIT ROYALE

Lucie est sa propre banquière. Avec l'aide de l'agent des Services bancaires personnels, elle a fixé elle-même la limite de sa Marge de Crédit Royale. Elle retire désormais des fonds quand et aussi souvent qu'elle le veut. Elle peut même y accéder par les guichets automatiques de la Banque Royale, sans avoir à consulter qui que ce soit. Le calendrier de versements? C'est aussi Lucie qui l'a établi. En fait, sa Marge de Crédit Royale facilite tellement le processus d'emprunt, qu'elle ne voit pas le jour où elle aura besoin d'un prêt. Si vous désirez, vous aussi, profiter d'une telle souplesse, passez nous voir ou appelez-nous.



BANQUE ROYALE

Appelez-nous au 1 800 769-2599 ou visitez notre site web au www.royalbank.com

Épidémie de salmonellose : Agriculture Canada déjà au courant

CAMILLE BEAULIEU
collaboration spéciale

Agriculture Canada (AAC) et la Coopérative fédérée de Québec savaient depuis décembre 1995 que des poussins du couvoir Arthabaska (propriété de la Coopérative fédérée) étaient porteurs dans leur duvet de bactéries *Salmonella Enteritidis* de type 4. Ni le ministère ni l'entreprise n'ont informé les services de santé, l'Union des producteurs agricoles ou encore les douze exploitations avicoles du Québec et de l'Ontario qui ont à cette époque acheté des troupeaux de poussins du couvoir en question.

Au printemps suivant, les poussins devenus pondeuses ont déclenché une épidémie de salmonellose dans la population d'Abitibi-Témiscamingue et du nord-est ontarien qui a frappé 178 personnes et causé au moins deux décès.

Ce n'est qu'alors que les autorités ont exigé la destruction de 70 000 pondeuses sur quatre fermes avicoles, deux en Abitibi et deux en Ontario, et le rappel de dizaines de milliers de douzaines d'œufs déjà sur les tablettes d'épicerie.

À l'occasion cependant d'une rencontre de représentants des secteurs agroalimentaire québécois et ontarien, le 30 août 1996 à Nepean en Ontario, deux porte-parole d'Agriculture Canada, Bill Anderson et Jean Dion, ont brossé un tableau pour leurs pairs des événements qui ont conduit à l'épidémie du printemps 1996.

D'après un compte rendu de la rencontre les deux fonctionnaires ont révélé que tous les poussins d'élevage provenaient du même couvoir. Des tests postérieurs à l'épidémie auraient plus révélé que les poules génitrices d'une ferme ontarienne, fournissant le couvoir Arthabaska en œufs fertilisés, ont elles aussi été testées positivement.

Après le test positif de décembre 1995 au couvoir Arthabaska, ont expliqué les deux fonctionnaires, Agriculture Canada n'était « pas en droit de poursuivre le dossier et ne pouvait qu'en informer le couvoir en question. Le résultat des tests effectués au couvoir a été négatif pendant plusieurs années auparavant, et d'autres tests effectués par la suite ont aussi été négatifs, ce qui explique possiblement l'inactivité probable du couvoir face au seul test positif. »

La Coop fédérée

La Coopérative fédérée de Québec fait, pour sa part, entendre une version différente. Selon le directeur aux affaires publiques, Jean Brodeur, si un test fut bien positif en décembre 1995, une reprise du test peu après, sur les mêmes échantillons de duvets, s'est avérée négative, et c'est pourquoi Agriculture Canada n'aurait pas demandé d'arrêt de la production.

Le couvoir Arthabaska de Victoriaville, explique encore M. Brodeur, produit un million de poussins par année depuis les années 1970 et ce serait la toute première fois qu'un problème du genre se pose à cet endroit.

L'inertie des employés d'Agriculture Canada dans cette circonstance, affirme plutôt Renée Lavigne, agronome régionale responsable de la production des œufs, découle de ce que les résultats de tests du genre (il s'agit de tests de routine effectués aux quatre semaines) sont réputés appartenir à l'établissement sous leur surveillance.

D'autre part, le ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), soupçonne que le centre hospitalier de Rouyn-Noranda, où on a enregistré une majorité des malades lors de l'épidémie du printemps 1996, pourrait s'être livré à « une manutention alimentaire inadéquate ».

Le MAPAQ ne s'explique que par un cas de contamination croisée la véritable explosion de contaminations qui a frappé parmi les malades de cette institution à l'époque. On qualifie de contamination croisée la propagation d'une bactérie lorsque, par exemple, un cuisinier ne se lave pas bien les mains après avoir manipulé un œuf contaminé.

Achetons bijoux diamants monnaies

Nous évaluons et achetons bijoux, diamants et monnaies de collection de familles ou de personnes depuis plus de 20 ans. Nous sommes réputés pour offrir le meilleur prix et payer sur-le-champ. Que vous ayez un seul bijou ou toute une collection à vendre, venez en discuter avec nous.

Thompson & Whetstone Ltée
1117, rue Ste-Catherine O. Bur. 900, Montréal 289-9761

NOUVEAU PROGRAMME POUR ÉLÈVES DOUÉS QUI TERMINENT LEUR 3^E SECONDAIRE

trois diplômes en cinq ans

Le collège Saint-Louis, école d'éducation internationale, en collaboration avec les cégeps de Saint-Laurent et du Vieux-Montréal, offre un nouveau programme intégré en **TECHNIQUES DE GÉNIE MÉCANIQUE** débutant en septembre 1997.

Ce programme s'adresse aux élèves admissibles au programme de mathématique 436 et intéressés au domaine de la fabrication mécanique.

Le programme en **TECHNIQUE DE GÉNIE MÉCANIQUE** mène à l'obtention de 3 diplômes en 5 ans alors que le cheminement habituel requiert 7 années d'études:

- LE DIPLOME D'ÉTUDES SECONDAIRES (DES) APRÈS 2 ANS.
- LE DIPLOME D'ÉTUDES PROFESSIONNELLES (DEP) EN TECHNIQUES D'USINAGE APRÈS 2 ANS 1/2.
- LE DIPLOME D'ÉTUDES COLLÉGIALES (DEC) EN TECHNIQUES DE GÉNIE MÉCANIQUE APRÈS 5 ANS.

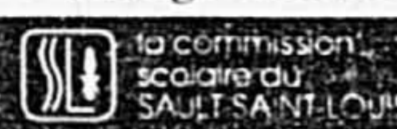
Ce programme offre aussi l'opportunité de se diriger vers des études universitaires.

Les diplômés pourront travailler dans les secteurs suivants:

- Industries de fabrication
- Laboratoires de recherche
- Bureaux d'ingénieurs-conseils
- Entreprises de haute-technologie

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION:

Grégoire Côté: 595-2019
Collège Saint-Louis, 9343, rue Jean-Milot, LaSalle (QC) H8K 1Y7



40% de rabais

sur toutes les lunettes complètes et tous les verres de contact*



1 semaine seulement!

Choisissez parmi des centaines de nouveaux modèles!



585, RUE STE-CATHERINE
281-4707
PLACE ROSEMÈRE
433-0923
CARREFOUR LAVAL
687-8801

CENTRE FAIRVIEW
697-3122
MAIL CHAMPLAIN
465-4605
PROMENADES ST-BRUNO
653-8372

PLACE VERSAILLES
354-4968
GALERIES D'ANJOU
353-3249
CENTRE ROCKLAND
739-8453

* Rabais sur nos prix ordinaires. Les montures Boutique, les forfaits lunettes complètes et les verres de contact jetables, bi-focaux et torique sont exclus. Certaines restrictions s'appliquent. Ne peut être combiné à aucune autre offre et prend fin le 5 mai, 1997. La Lunetterie la Baie est exploitée par Tris Coffin Opticiens.



BUREAU EN GROS

Articles de bureau • Bas prix d'entrepôt

LES PLUS BAS PRIX, C'EST GARANTI!*



EPSON IMPRIMANTE COULEUR STYLUS 600
• 1440 x 720 points/pouce
• Rapide! 6 copies/min. en noir, 4 copies/min. en couleurs

399\$

36903

TÉLÉPHONE A 2 LIGNES
• Mémoire de 12 numéros
• Fonction conférence
• Mise en attente électronique avec voyant à DEL

47.99

32245

TÉLÉPHONE SANS FIL AVEC AFFICHEUR
• 25 canaux à balayage auto
• Capacité de 25 noms/numéros avec indicateur heure/jour

147.99

32250

PAPIER À COPIES DE QUALITÉ
• Papier blanc de 20 lb, 8 1/2 po x 11 po
• 5 000 feuilles/boîte

27.29

14336

ENSEMBLE D'AGRAFAGE
• Comprend agrafeuse, 5 000 agrafes et dégrafeuse
• Noir, platine, sarcelle, bleu ou raisin

5.59

21355/21356/
21357/21358/
21359

STYLOS RONDS
• Bleu, noir ou rouge, pointe moyenne ou fine; vert, pointe moyenne seulement
• Paquet de 12

1.39

15083

FAX
98ft. 6 Rolls

API PAPIER THERMIQUE À HAUTE SENSIBILITÉ
• Paquet de 6 rouleaux

9.29

14478

CARTOUCHE ZIP 100 Mo

19.99 CHAC.

32160

GMI CLASSEUR ÉCONOMIQUE
• 25 1/2 po haut. x 15 po lar. x 18 po prof.
• Séparateurs réglables; serrure comprise
• Noir ou mastic

27.99

15472/
15473

Indécis? Offrez à maman un certificat-cadeau de 25 \$, 50 \$ ou 100 \$!

- BROSSARD 6555, boul. Taschereau
- LASALLE 7214, avenue Newman
- MONTRÉAL 301, St-Antoine ouest (à l'angle de Bleury)
- ST-LAURENT 3680, boul. Côte-Vertu
- DORVAL 3165, boul. des Sources
- LAVAL 1600, boul. Le Corbusier 3055, boul. Le Carrefour (carrefour Laval)
- POINTE-CLAIRE 365, boul. Brunswick (derrière Fairview)
- ST-LÉONARD 4625, rue Jean-Talon est
- GREENFIELD PARK 3344, boul. Taschereau
- MARCHÉ-CENTRAL 1035, rue du Marché-Central
- ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 1000, boul. du Séminaire

HEURES D'OUVERTURE: LUN. À VEN. 9 H À 21 H SAMEDI 9 H À 17 H DIMANCHE 11 H À 17 H

Bureau en gros est fier de commander les Jeux olympiques spéciaux

SITE WEB: <http://www.bureauengros.com>

LIVRAISON GRATUITE LE LENDEMAIN ACHAT ANNUEL DE 50 \$ RÉGION DU MAGASIN SEULEMENT

POUR COMMANDER Téléphone: 1-800-668-6888 Télécopieur: 1-800-567-2260

De plus en plus de Canadiens estiment que le système de santé se détériore

Presse Canadienne
TORONTO

Un nombre croissant de Canadiens estiment que les compressions de dépenses des gouvernements ont érodé la qualité du système de santé. C'est ce qu'indique un sondage dont les résultats ont été dévoilés hier.

L'Association médicale canadienne a rendu ces résultats publics au lendemain de la promesse faite par le premier ministre Chrétien d'effacer les compressions prévues de 6 milliards dans les transferts aux provinces destinés aux secteurs de la santé et de l'éducation.

Des 1525 Canadiens sondés par la maison Angus Reid à la fin du mois de mars, six sur dix disent croire que les compressions de dépenses ont eu un impact négatif sur la qualité des soins dispensés dans leur communauté, dit l'association.

C'est une augmentation, comparativement aux cinq Canadiens sur dix qui disaient que les soins de santé étaient affectés, lorsque la même question avait été posée il y a un an.

Selon l'organisme, qui compte 45 000 membres, cela suscite « de réelles craintes », et tous les can-

didats aux élections devraient se prononcer sur cette question.

Le sondage indique aussi que 65 % des personnes interrogées jugent maintenant que le temps d'attente s'est accru dans les urgences d'hôpitaux au cours des deux dernières années, contre 54 % un an plus tôt. Toujours selon ce sondage, 63 % des gens estiment qu'il faut attendre plus longtemps pour une opération chirurgicale, contre 53 % un an plus tôt; 49 % des gens disent qu'il est plus difficile d'obtenir un rendez-vous avec un spécialiste, contre 40 %, un an plus tôt.

De l'avis de l'association médicale, peu importe les promesses électorales, le système de santé est sur la ligne de front de la lutte contre le déficit du gouvernement.

« Les victimes de cette guerre incluent nos patients, qui trouvent de plus en plus difficile d'avoir accès à des soins de qualité », a affirmé la présidente de l'association, Judith Kazimirski.

Le sondage, mené entre les 19 et 26 mars, comporte une marge d'erreur n'excédant pas 2,5 points de pourcentage, 19 fois sur 20, s'il était appliqué à l'ensemble de la population.

Déjà 120 000 signatures sur le casse-tête de la non-violence

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Le gigantesque puzzle de Martine Ayotte commence à prendre forme. Partie en croisade contre les émissions et les jouets violents, cette mère de cinq enfants a déjà recueilli 120 000 signatures sur 5000 des 20 000 morceaux de casse-tête qu'elle a éparpillés à travers tout le Canada.

Étape finale du circuit : Ottawa. Car l'Abitibienne a bien l'intention de tirer profit de la campagne électorale pour obtenir une loi empêchant les fabricants de jouets de pondre des messages violents. Un projet baptisé « Joue-moi la paix » et qui a vu le jour par hasard, après que la résidente de Rouyn-Noranda eut lu avec horreur les instructions accompagnant le nouveau « guerrier troll » de son fils Guillaume.

Trois jours avant les élections, le 30 mai, des enfants accompagneront donc Mme Ayotte sur la Colline parlementaire et y assembleront 84 planches de plastique (mesurant chacune 16 pieds carrés), sur lesquelles sept stagiaires en travail social auront déjà collé les centaines de papiers multicolores revenus par la poste.

Mais pourquoi une loi ?
« Parce que tu as beau vouloir apprendre à tes enfants à se comporter de façon responsable, la société leur montre l'inverse, explique Mme Ayotte. Dès qu'ils vont à l'école, ils veulent être comme les autres et tu embarques dans le système malgré toi. Les compagnies ne font que jouer leur rôle de commerçant, c'est pour ça qu'il faut que le gouvernement intervienne. D'ailleurs, si j'ai reçu autant d'appuis (de Pacijou et du réseau Jeunes du monde, entre autres), c'est que bien des parents ressentent la même chose mais ne savent pas vers qui se tourner. »

Le premier ministre Jean Chrétien et certains membres de son cabinet ont toutefois refusé l'invitation de Mme Ayotte, qui s'est rendu compte que le plus grand « casse-tête » à résoudre n'est peut-être pas celui qu'elle a fabriqué...

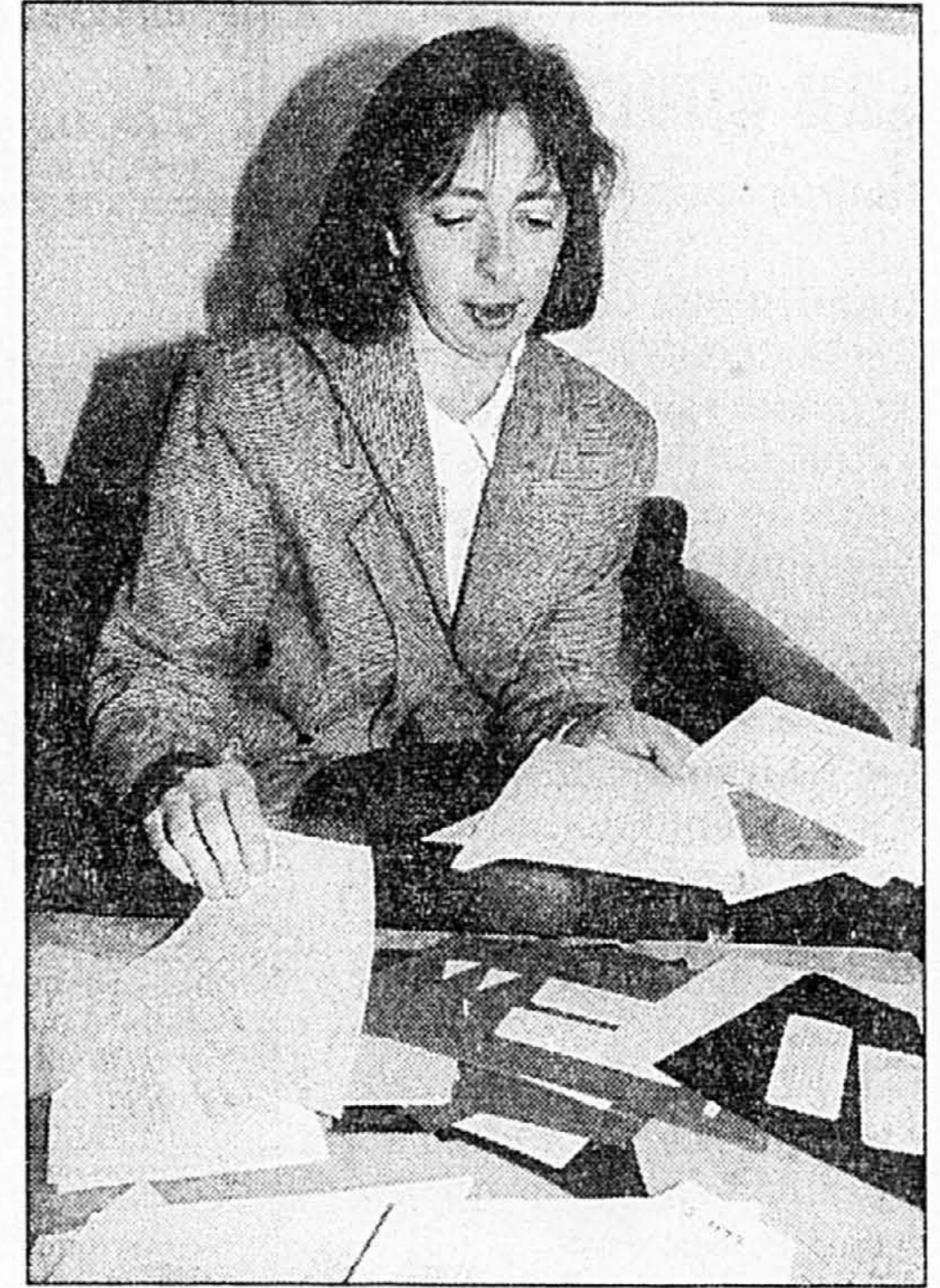


PHOTO PIERRE MCGANN, La Presse

Cinq mille morceaux de « casse-tête » portant 120 000 signatures sont revenus à Martine Ayotte, une résidente de Rouyn-Noranda qui veut assembler le plus grand puzzle au monde afin de protester contre les émissions et les jouets violents.

Le rebelle...

LE PLAISIR DE CHANGER DE VÉHICULE AUX DEUX ANS



Ranger Rebel 97

SEULEMENT

199 \$

PAR MOIS

TRANSPORT INCLUS
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ REQUIS



CHOISISSEZ LE PAIEMENT QUI VOUS CONVIENT LE MIEUX

MISE DE FONDS OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT	MENSUALITÉ LOCATION 24 MOIS
1 595\$	199\$
675\$	239\$

LOCATION SANS COMPTANT DISPONIBLE

- Moteur de 2,3 L SEFI
- Direction assistée
- Boîte manuelle à 5 vitesses
- Compte-tours
- Banquette divisée 60/40 en tissu
- Service de dépannage 24 heures sur 24

Plus l'ensemble
« Jeune Rebelle »
sans frais!

- Plateau à ailes saillantes
- Jantes chromées de 15 po
- Pneus P235/60R de 15 po

et la bête



F-150 « XLS » 97

SEULEMENT

249 \$

PAR MOIS

TRANSPORT INCLUS
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ REQUIS



- Moteur V6 de 4,2 L de 205 ch
— le plus puissant moteur de série dans sa catégorie
- Boîte manuelle à 5 vitesses
- Radio AM/FM stéréo/cassettes
- Boîte de pick-up de 8 pi
- Deux sacs gonflables et dispositif de désactivation côté passager
- Climatiseur
- Freins ABS à l'arrière
- Pare-chocs chromés

Plus l'ensemble
« XLS »
sans frais!

- Jantes en acier stylisées chromées
- Baguettes de flanc de teinte harmonisée
- Banquette divisée 60/40 en tissu



Commanditaire officiel des Expos de Montréal

Offres d'une durée limitée

CHOISISSEZ LE PAIEMENT QUI VOUS CONVIENT LE MIEUX

MISE DE FONDS OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT	MENSUALITÉ LOCATION 24 MOIS
1 995\$	249\$
995\$	289\$

LOCATION SANS COMPTANT DISPONIBLE



Vos concessionnaires Ford et vos concessionnaires Lincoln Mercury



Les photos sont à titre indicatif seulement. Offres applicables sur le Ranger XL 4x2 1997 avec ensemble « Jeune Rebelle » et le F-150 XL 4x2 1997 avec ensemble « XLS ». Première mensualité exigée. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 36 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent.

Cyberpresse

LUNDI Courrier MARDI Silicon Valley MERCREDI Internet JEUDI Logiciels VENDREDI Technologie

La couverture électorale suit un modèle planétaire



Pascal Lapointe

Agence Science-Presse

A lors qu'une campagne électorale commence au Canada, une autre prend fin au Royaume-Uni. Et cette dernière fournit l'occasion de comparer ce qui se passe ici sur le Net avec ce qui se fait, pour une fois, dans un pays autre que les États-Unis.

Car la campagne qui devrait se conclure demain avec le couronnement du travailliste Tony Blair aura été la première au cours de laquelle le Web aura pris autant de place au pays d'Elizabeth II: « À présent, écrivait la columnist du *Daily Telegraph* la semaine dernière, les principaux partis ont découvert le World Wide Web — et les politiciens ont pris conscience que non seulement cela leur permettait d'avoir des relations virtuelles avec

leurs électeurs, mais que celles-ci étaient plus sûres que les relations d'une nature plus physique. »

Il n'y a pas que les politiciens: entre les Elections 97 (1), General Elections 97 (2) et Politics Online (3), une série d'entrepreneurs sans lien aucun avec l'information ont offert à l'internaute des sites-carrefours touffus: dernières nouvelles, documentation générale, forums de discussion, résultats des sondages, etc.

Le seul problème, c'est que ces sites sont interchangeables. Une fois qu'on en a vu un, on les a tous vus. Ils constituent d'excellents outils de référence, des points de départ fort utiles, mais ils sont redondants.

Au Canada anglais, il s'est également trouvé quelqu'un pour lancer Politics Canada (4). Même modèle, même structure, mêmes catégories — à croire que tout le monde s'est inspiré de la même source, l'américain All Politics: nouvelles, partis, candidats, enjeux, sondages... le tout en quantité moindre que chez les Britanniques.

Enfin, deux Québécois ont lancé la même chose en français, Décision 97, à ceci près que leur site se limite à un point de départ, sans textes originaux (5). Liens vers les sites des partis, les documents officiels (sections « enjeux »), les maisons de sondage, et les articles de la presse... anglophone, puisque

c'est surtout elle qu'on trouve sur le Web.

À côté de ces initiatives, on peut évidemment se tourner vers les sites officiels des partis. Mais sauf pour l'information de base — leur programme — ils sont, eux, peu utiles: ce n'est pas là qu'on trouvera quoi que ce soit de très critique.

De surcroît, le site officiel est rarement un endroit où ça swingue. Les critiques sévères que faisaient l'an dernier les Américains sur les sites Clinton et Dole restent d'actualité. « Le site ressemble plus à une tentative de publicité gratuite qu'à une connexion entre les citoyens et le candidat », écrivait Hotwired (6). « Est-ce vraiment de l'interactivité, ou de la rhétorique politique emballée d'une curieuse façon ? » demandait CNN (7).

Pour dénicher une information critique, mieux vaut viser directement les médias. Les articles du quotidien londonien *The Guardian*, par exemple, de loin plus étoffés que les brèves dépêches des pages Web déjà citées, fournissent de quoi passer des heures à s'introduire aux arcanes de la politique bri-

tish (8). Pour le reste du site par contre, le modèle reste le même: partis, candidats, circonscriptions... et l'inévitable section sur les sondages.

Le seul problème, c'est que ces sites sont très semblables. Une fois qu'on en a vu un, on les a tous vus.

Côté canadien, même chose... en moins abondant. Le site Web du réseau anglais de Radio-Canada (qui, comme chaque fois depuis trois ans, a précédé le réseau français) apparaît décevant une fois qu'on a visité *The Guardian*. La section « Enjeux et analyses » n'est composée que de résumés des programmes des partis (9). Pas davantage d'« analyses » chez Southam, mais une heureuse surprise: en cliquant sur « santé », on obtient tous les articles publiés là-dessus depuis décembre (10). On a intérêt à avoir du temps libre... Quant à la nouvelle page « Elections » du *Soleil* de Québec, la première du genre pour un média québécois, elle rassemblera tous les articles sur la campagne, mais était encore embryonnaire hier matin (11).

Bref: si ce qui est offert cette année contient de quoi répondre à une foule de questions des électeurs britanniques et canadiens, on peut tout de même s'étonner que

tous les webmasters, de part et d'autre, semblent avoir eu une seule et même source d'inspiration. Et on peut regretter que, pour l'instant, il n'y ait pas davantage de *Guardian-sur-le-web* de par chez nous...

1. Elections 97 www.election.co.uk/
2. General Elections 97 www.ge97.co.uk/index.html
3. Politics Online www.ukonline.co.uk/UKOnline/Politics/contents.html
4. Politics Canada www.politicscanada.com/default.asp
5. Décision 97 www.Cyberie.QC.CA/decision97/
6. Hotwired www.netizen.com/netizen/96/36/index3a.html
7. CNN cnn.com/TECH/9608/25/internet.politics/index.html
8. The Guardian election.guardian.co.uk/
9. CBC www.election97.cbc.ca/
10. Southam votes.canada.com/fed97/index.html
11. Le Soleil 205.205.229.3/documents/elections97/default.html

Spectaculaire avancée de l'informatique aux Pays-Bas

Agence France-Presse
LA HAYE

Les Pays-Bas sont le deuxième pays du monde en nombre d'habitants équipés d'un ordinateur avec 43 % de la population pianotant sur un clavier de PC, selon une étude publiée lundi à La Haye par l'institut de sondage NSS/Marktonderzoek.

Les États-Unis sont le premier pays avec 52 % de la population équipée.

Selon l'étude, 92 % des Néerlandais connaissent Internet et la po-

pulation des Pays-Bas arrive en cinquième position mondiale pour la possession de modems (15 %), derrière les États-Unis (32 %), le Canada (24 %), l'Australie (23 %) et Hong Kong (17 %).

En 1996, le nombre de Néerlandais à posséder un modem n'était que de 9 %.

Cette avance technologique est telle que le gouvernement a décidé lundi d'acheter 275 000 ordinateurs qui seront distribués dans les éco-

10 LOGICIELS INCLUS!
PLUS UN MOIS D'ACCÈS GRATUIT!



Martin, 12 ans
internaute
Richard, 43 ans
père de famille, enseignant

« Moi, j'ai eu Internet et mon père un mois gratuit avec la trousse d'Internet Microtec. »

« Ici, il y a toujours quelqu'un qui veut s'amuser sur Internet. L'accès illimité à coût fixe chez Internet Microtec me permet de planifier mon budget sans casse-tête. »

- Richard

Solidement implantée, exploitant avec succès toutes les possibilités d'Internet et demeurant à la fine pointe des nombreux développements technologiques, Internet Microtec s'est vite imposée comme chef de file en matière d'Internet au Québec. La qualité du service et du support technique ont notamment fait la différence.

Nos clients satisfaits en sont les témoins.

Téléphonez dès maintenant pour obtenir votre trousse d'accès à 26,95 \$ incluant 10 logiciels et un mois gratuits!

UTILISEZ L'UN DE CES 2 MODES DE BRANCHEMENT!

PAR LA TROUSSE D'INTERNET MICROTEC: Téléphonez-nous afin de recevoir rapidement votre trousse.

PAR MODEM: 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.
• Montréal: (514) 861-3535 • Québec: (418) 691-0500
« Appuyez deux fois sur la touche RETOUR au moment de la connexion et suivez les instructions. »

ACCÈS ILLIMITÉ À INTERNET! 26,95 \$ par mois

Micro-Bytes

LES SYSTÈMES INCLUENT:
• PROCESSEUR INTEL
• CARTE MAITRESSE PCI
• 256K CACHE
• CHIPSET INTEL TRITON
• BOITIER MINITOUR
• LECTEUR 1.44 3 1/2 PO
• CARTE VIDÉO 1M PCI
• 16 MEGA-OCTETS MÉMOIRE EDD
• DISQUE DUR 1.7 GIG EIDE
• CLAVIER W95
• SOURIS ET TAPIS

PENTIUM 120 714,99\$

AMÉLIORER LE CPU
P133 - +50 \$
P150 - +80 \$
P166 - +165 \$
P200 - +255 \$
MMX166 - +255 \$
MMX200 - +535 \$

#1 PROCESSEUR INTEL
CARTE MAITRESSE DE TYPE PCI
256K PIPELINE BURST CACHE
CHIPSET INTEL TRITON 3 (VX)
BOITIER MINITOUR
LECTEUR 1.44 3 1/2 FLOPPY
CARTE VIDÉO S3 VIRGE 3-D 2M
16 MEGS EDD RAM
DISQUE DUR 2.1 GIG EIDE
CLAVIER WINGS
SOURIS ET TAPIS
CD ROM 12X
CARTE DE SON SOUNDBLASTER 16
HAUT PARLEURS AMPLIFIÉS
FAX MODEM 33.6
ÉCRAN COULEUR 14"

PENTIUM 120 1299,99 \$

#2 PROCESSEUR INTEL
CARTE MAITRESSE TYPE PCI
512K PIPELINE BURST CACHE
CHIPSET INTEL TRITON 3 (VX)
BOITIER MIDTOWER CASE
LECTEUR 1.44 3 1/2 FLOPPY
CARTE VIDÉO S3 VIRGE 3-D 4M
32 MEGA-OCTETS MÉMOIRE EDD
DISQUE DUR 3.2 GIG EIDE
CLAVIER WINGS
SOURIS ET TAPIS
CD ROM 16X
CARTE DE SON SOUNDBLASTER 32-
HAUT PARLEURS AMPLIFIÉS
FAX MODEM 33.6 AVEC VOIX
ÉCRAN COULEUR 15" SVGA 2800

PENTIUM 120 1749,99 \$

VOLANT PER-4-MER 64,99 \$

ECRANS MAG 15 PO MAG DX1595 419,99 \$
17 PO MAG DX1795 764,99 \$

CARTOUCHE D'ENCRE CANON BC-01 POUR BJ-5, 10, 20 19,99 \$
CANON BC-05 POUR BJC-210 29,99 \$
CANON BCI-21 COULEUR POUR BJC-4000, 4100, 4200 16,99 \$
HP 51641A COULEUR POUR HP 820, 850, 870 29,99 \$

CÂBLE D'IMPRIMANTE 10 PI ET COUVERT 5,99 \$

CD VIERGE 5 POUR 39,99 \$

CD ROMS 12X 114,99 \$
16X 134,99 \$
18X 189,99 \$

FAX MODEM 33.6 INTERNE 99,99 \$
INTERNE VOIX 114,99 \$

SOURIS LOGITECH SENS A 29,99 \$

MÉMOIRE 30 PIN 1M 13 \$ 4M 35 \$
72 PIN NON-P EDO 4M 31 \$ 31 \$
8M 57 \$ 57 \$
16 M 100 \$ 100 \$

LOGICIELS NOUVEAUTÉS X-WING VS. TIE FIGHTER NEED FOR SPEED II REDNECK RAMPAGE COMANCHE 3

940, BOUL. ST-JEAN COIN BRUNSWICK POINTE-CLAIRE TEL: 426-2396 FAX: 426-3455 MTL: 990-0576

3506, TASCHEREAU COIN HOLMES ST-HUBERT TEL: 445-7178 FAX: 445-7086 MTL: 990-8994

8438, JEAN-TALON E. COIN LANGELIER ST-LEONARD TEL: 253-4306 FAX: 253-5834

LES PRIX SONT SUIET À CHANGEMENT SANS PREAVIS. WEB: www.microbytes.com E-MAIL: info@microbytes.com LA VENTE SE TERMINE LE 4 MAI 1997 PAYEZ COMPTANT OU PAR INTERAC SEULEMENT

génération.NET
Développement de sites web
Connectivité - Formation - Intranet

Le monde à votre portée

Services Internet
845-5555

www.generation.net

INTERNET MICROTEC

Une technologie humanisée^{MC}
www.microtec.net

MONTRÉAL (514) 388-1144 QUÉBEC (418) 683-2523

La guerre féroce des sourires



Les Anglais votent

RÉAL PELLETIER
envoyé spécial, LONDRES

Les conseillers en image des Tories de John Major ont perçu à plusieurs reprises dans le comportement public de Tony Blair une discordance entre les yeux et le sourire, les premiers faisant mentir le second ou vice-versa.

Ils venaient de trouver la faille, sur laquelle ils allaient bâtir toute une stratégie de fin de campagne : « Cet homme est incohérent, donc incapable de gouverner efficacement. Regardez-le très attentivement ce Tony Blair : vous allez voir que cet homme-là n'est pas crédible. »

Les Tories n'ont jamais évidemment lancé pareil message dans l'opinion britannique dans la campagne électorale en cours.

Reste que la stratégie employée par le Parti conservateur depuis bientôt un mois correspond exactement à ce message. A tel point qu'un électeur moyennement distant — ou un journaliste étranger fraîchement débarqué — ne peut plus voir aujourd'hui le souriant

Tony Blair à la télé sans se poser la question : « Au fond, ce gars-là est-il fiable ? » La presse de droite — *The Times* et *The Daily Telegraph* en tête — tapent régulièrement depuis trois semaines sur ce clou qui tient les psys : « Ce gars-là est-il vraiment capable de diriger un gouvernement ? »

Il existait bien sûr une douzaine de stratégies possibles pour contrer le Labour. Sauf que les Tories, en dépit d'un bilan économique fort valable depuis cinq ans, se trouvaient, au déclenchement des élections, assomés par divers facteurs : usure après 18 ans de pouvoir, scandales et surtout dissensions internes profondes (qui, dans la présente campagne, sont apparues cruellement au grand jour à propos de l'Europe) qu'arrivait mal à contenir un John Major jugé finalement assez faible.

La mutation de Blair

Des Conservateurs déboulinés, déculottés, regardaient passer dans le même temps le train Tony Blair. Non seulement avait-il été élu à la tête du Labour avec une majorité record de militants, mais voilà qu'un de ses premiers gestes avait été de faire sauter en congrès la fameuse « clause 4 » de la constitution du parti qui prévoyait « la propriété publique des moyens de production, de distribution et d'échange » dans la vie économique britannique. Plus moyen de l'attaquer sur son « socialisme ».

Mais Tony Blair ne s'arrêtait pas là. Il faisait des avancées fort remarquables à droite, s'engageant à maintenir le corpus des grandes orientations tory de l'ère Thatcher-Major, aux chapitres de la fiscalité, de la législation du travail et des privatisations. À tel point que les

conservateurs ne pouvaient plus bâtir une stratégie anti-programme Labour sans se tirer dans le pied.

Les dépenses publiques ? Tony Blair promettait de ne pas dépasser, pendant deux ans les objectifs fixés par le gouvernement Major.

L'Europe ? Tony Blair s'engageait à aller promouvoir au sein de l'Union européenne le modèle social inventé par les Tories.

Et pour comble, en pleine campagne, Tony Blair allait tirer de son chapeau une arme aussi exquise qu'inattendue : ressusciter comme mascotte du Labour le traditionnel bouledogue, vieux symbole, cher aux conservateurs d'antan, de la dominance britannique.

Une campagne sale

À peu près toutes les avenues d'attaque contre les travaillistes de Tony Blair se trouvaient donc barées, laissant peu de choix aux stratèges, qui ont finalement pris le parti de démolir sa crédibilité personnelle. À la hache.

Ça a débuté par une affiche tory présentant une caricature de Tony Blair avec un sourire absolu, mais les yeux recouverts d'un masque genre Batman qui conférerait un petit air luciférien au leader travailliste. Plus tard dans la campagne, les Tories ont présenté en pleines pages d'annonce dans les quotidiens un Tony Blair tout sourire réduit à la taille d'une marionnette assise sur les genoux d'un ventriloque, en l'occurrence le chancelier allemand Helmut Kohl.

Cette annonce en a choqué plusieurs par sa grossièreté, y compris des ministres importants du gouvernement Major qui s'en sont dissociés. « John Major n'aurait jamais marché là-dedans s'il avait eu

espoir de devoir rencontrer Helmut Kohl, à Bruxelles ou ailleurs, après le 1^{er} mai », dira un adversaire.

Et pendant quatre jours consécutifs la semaine dernière, les chantages conservateurs ont tellement mis la sauce sur le côté « menteur » de Tony Blair, que le Labour s'est trouvé justifié de répliquer : « Menteurs, vous-mêmes ! » Avec pour résultat que la campagne qui s'achève est considérée par les vieux observateurs de la classe politique d'ici comme l'une des plus « sales » de l'histoire moderne.

Reste que la campagne tory martelant la crédibilité de Tony Blair a laissé des traces. *The Guardian* publiait la semaine dernière un sondage indiquant un écart d'avance réduit à cinq points de pourcentage des travaillistes sur les conservateurs. Curieux sondage puisque presque tous les autres n'ont jamais enregistré d'écart inférieur à 12 points.

Le *Daily Telegraph*, qui publiait justement le même jour son propre sondage avec un écart de cet ordre est tombé dans le piège, jouant en manchette le sondage du *Guardian*, plutôt que le sien. Ce qui est assez inusité dans le monde des journaux.

C'est exactement ce qu'attendaient les conseillers de Tony Blair. En 1992, les travaillistes en avance s'étaient laissé aller en fin de course, voire avaient fait preuve d'un

triumphalisme qui en avait agacé plusieurs, et avaient finalement perdu au fil d'arrivée devant un John Major et un parti tory fort rusés.

Cette fois, le Labour a décidé de faire la lutte sans merci jusqu'au bout. Et s'appuyant sur une décision du gouvernement Major de privatiser le système de pensions

— l'équivalent du régime de pensions universel au Canada — les travaillistes de Tony Blair tirent à boulets rouges sur les Tories en reprenant un thème qui a connu son efficacité sur un autre continent : « Si vous votez conservateur, vous allez perdre vos pensions. » Rien de moins.

« Cet homme est incohérent, donc incapable de gouverner efficacement. Regardez-le attentivement ce Tony Blair : vous allez voir que cet homme n'est pas crédible »

Ce qui, en bout de ligne, fait que la campagne électorale qui s'achève a profondément écoeuré beaucoup d'électeurs qui, comme d'autres modestes citoyens des sociétés industrielles, auraient bien aimé qu'on

leur parle de santé, d'éducation et d'emplois — des sondages en font foi.

Le seul qui paraît avoir respecté ce vœu durant cette campagne, c'est Paddy Ashdown, le leader du petit Parti libéral-démocrate, devenu le parti le plus à gauche depuis la conversion du Labour aux thèses thatcheriennes. Un Paddy Ashdown qui a pris le temps de rencontrer les gens et de discuter de leurs problèmes, tous les jours. Et qui devrait améliorer son score de tiers parti lors du vote de jeudi.

Fin de campagne sous les menaces

d'après AFP
LONDRES

Autoroutes vers Londres coupées à l'heure de pointe et aéroports partiellement évacués : à 48 heures des législatives britanniques, l'IRA a de nouveau injecté hier le chaos dans la campagne avec une série d'alertes à la bombe.

Les hommes politiques, mécontents de voir leur message électoral ainsi brouillé à l'heure des bulletins radio du matin, ont exclu que cette stratégie puisse aboutir à un quelconque gain politique pour l'IRA.

« Je ne pense pas que la nation britannique va s'émouvoir de ceci, elle a formé son opinion sur l'IRA », a estimé le premier ministre John Major.

Le leader libéral-démocrate Paddy Ashdown a assuré que « l'IRA n'aura pas d'influence sur les élections ».

À deux jours du scrutin, les partis mettaient les bouchées doubles, avec de pleines pages de publicité dans la presse. John Major et Tony Blair réduisaient leurs messages à ce qui selon eux constitue leur meilleur atout : leur bilan économique pour les Tories, la lassitude de 18 ans de conservatisme pour le Labour. Et pour les deux hommes, leur qualité de leadership.

Le premier ministre a jugé le « New Labour » vide de substance, le traitant de « la plus grande duperie de marketing » depuis le mirage de la Compagnie des mers du Sud en 1719, qui avait ruiné les investisseurs du Royaume.

Major a insisté sur le bilan économique des conservateurs. « Le leadership ne consiste pas à prendre des poses ou à lâcher des petites phrases. Pas mon style. Le leadership, c'est amener la prospérité. Et ça, je l'ai fait ».

Tony Blair a martelé que le pays « se désespérait depuis une génération de trouver une alternative raisonnable et modérée aux conservateurs. Il l'a finalement » avec le New Labour.

Les grands journaux publiaient hier leur choix électoral. La ligne de partage : l'intégration européenne. Pour le *Financial Times*, c'est oui à l'Europe et donc au Labour. Le *Times* de son côté abandonne son soutien historique aux Tories et appelle ses lecteurs à voter pour le plus eurosceptique des candidats.

L'aile armée du mouvement républicain a appliqué une nouvelle fois la tactique utilisée depuis le début de la course au 10 Downing street pour se signaler au moindre coût politique.

Attentats limités sans victimes ni gros dégâts et fausses alertes à la bombe sur les routes, voies ferrées et aéroports du pays ont ponctué la campagne. Avec comme point culminant, il y a 10 jours, la quasi paralysie de Londres par un maillage d'alertes sur les voies d'accès à la capitale et dans le métro.

Une nouvelle cuisine avec mon hypothèque...

Qui aurait pensé ?

Vous rêvez d'un solarium, d'une piscine pour les enfants, d'un magnifique foyer en pierre, d'une cuisine ultra moderne ou encore d'ajouter une nouvelle pièce à votre maison ? Avec l'hypothèque Évolutive de la Banque Nationale, vous pouvez utiliser le capital déjà remboursé sur votre prêt hypothécaire afin de réaliser les projets qui vous tiennent à cœur.

Pour concrétiser votre rêve avec l'hypothèque Évolutive, venez rencontrer un de nos conseillers en succursale ou composez le **1 888 TELNAT-1**.

Vous préférez visiter notre site Internet ? <http://www.bnc.ca>

